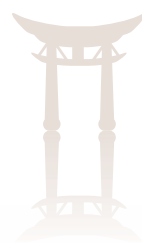


JAPON



Étude réalisée dans le cadre
de la mission économique conjointe
présidée par
SAR le Prince Philippe
du 9 au 16 juin 2012



agence pour le
commerce extérieur

MAP OF JAPAN



This map is compiled from 1/5,000,000 Japan and Its Surroundings (2010 Revised).

Source : Geospatial Information Authority of Japan - Ministry of Land, Infrastructure, Transport and Tourism - Government of Japan

PRÉFACE

« La neige ne brise jamais la branche du saule. », dit un ancien proverbe japonais. Ces mots reflètent bien le courage dont témoigne le peuple japonais après les événements tragiques qui ont touché le pays en mars 2011. En effet, en dépit de la catastrophe endurée et malgré la crise économique qui touche le pays au même titre que ses partenaires, le pays du Soleil levant témoigne d'une vigueur particulièrement remarquable.

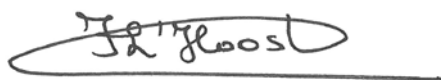
Le Japon a prouvé par le passé qu'il sait se remettre d'une crise : il a ainsi émergé des ruines de la Seconde Guerre pour devenir la deuxième puissance économique mondiale. Jusqu'en 2010, l'économie du pays n'avait à pâlir que devant celle des États-Unis (la croissance phénoménale de la Chine a placé le Japon sur la troisième marche du podium). Offrant aux entreprises étrangères un marché de près de 127 millions de consommateurs et disposant d'un des PIB par habitant les plus élevés du monde, le Japon est une destination de choix pour les exportateurs belges. Un an après la catastrophe de Fukushima, les analystes sont formels : le Japon se reconstruit et il sortira renforcé de la crise qu'il a traversée.

Situé au centre d'une des zones économiques les plus attractives du monde, le Japon est également un des rares pays d'Asie à proposer un climat d'affaires stable et un degré de sophistication similaire aux économies européennes ou américaine. Le Japon est particulièrement demandeur de coopérations internationales, comme en témoignent ses liens actuels avec l'Europe et la Belgique. Ses efforts afin de conclure des accords bilatéraux avec les principales économies du monde vont également dans ce sens.

La situation économique actuelle au Japon n'est pas idéale, loin de là. Le pays fait en effet face à la déflation, et à une croissance plus que modeste. C'est pourquoi, afin de faire face aux défis structurels que sont le vieillissement de la population et la concurrence accrue des pays émergents, le Japon joue la carte de la coopération internationale. La conclusion imminente d'un accord de libre échange entre le pays du Soleil levant et l'Union européenne confirme plus que jamais l'importance des liens commerciaux entre les deux économies. Sous ces auspices favorables, les technologies et les produits proposés par les entreprises belges sauront être appréciés à leur juste valeur par les entreprises et les consommateurs japonais.

C'est dans ce contexte que l'Agence pour le Commerce extérieur, en collaboration avec ses partenaires régionaux l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export, et Flanders Investment and Trade, organise cette mission princière qui sera, nous en sommes convaincus, l'occasion pour nos entreprises de faire preuve de leur savoir-faire et de se montrer à la hauteur du marché japonais.

Nous vous souhaitons une excellente lecture de cette étude, qui constitue notre première escale dans la mission qui nous emmènera au pays du Soleil levant.



Fabienne L'Hoost
Directeur général adjoint



Marc Bogaerts
Directeur général



EXECUTIVE SUMMARY

Troisième économie mondiale, forte d'un marché de près de 127 millions d'habitants, le Japon propose aux entreprises belges des débouchés qu'elles ne peuvent espérer nulle part ailleurs. Disposant de ressources considérables et de revenus élevés, les citoyens japonais sont en effet particulièrement friands de nouvelles technologies et de produits étrangers de qualité.

Tandis que le pays se remettait rapidement de la crise économique et financière de 2008 et 2009, il a été touché de plein fouet par le tremblement de terre et le tsunami qui ont frappé sa côte est en mars 2011. En dehors du drame humain, ces deux catastrophes ont donné lieu à la crise nucléaire de Fukushima, dont les conséquences économiques ont été particulièrement importantes.

Le Japon est pourtant toujours debout, comme en témoignent les derniers chiffres de la croissance du pays. Le pays du Soleil levant est également conscient que l'aide extérieure, tant humanitaire qu'économique, est une nécessité pour que le Japon puisse à nouveau honorer les commandes qui lui ont été passées. En effet, 2012 aura été la première année où le pays, dont la balance commerciale est traditionnellement en surplus, aura enregistré un déficit commercial.

Le Japon occupe une place de leader dans de nombreux secteurs. Parmi ceux-ci, le domaine de la santé est un des plus dynamiques. En effet, la demande japonaise est soutenue, tant pour les appareils médicaux que pour les produits pharmaceutiques, les génériques ou la biotechnologie. La population japonaise est vieillissante, et son espérance de vie est la deuxième plus élevée au monde (chiffres 2011). Cela se traduit inmanquablement en une demande de soins de santé soutenue. Néanmoins, du fait d'une législation qui ne s'est pas adaptée assez rapidement, le Japon a accu-

mulé du retard par rapport à ses concurrents dans ce secteur. Afin de combler le différentiel qui s'est créé, le pays ouvre ses portes aux exportateurs et aux investisseurs étrangers.

Le Japon faisait déjà figure de précurseur de la lutte contre le réchauffement avant le tremblement de terre et le tsunami de mars 2011. Le choix du pays de miser en grande partie sur l'énergie nucléaire était alors justifié par son souhait de limiter ses émissions de gaz à effet de serre, mais également par des motifs plus stratégiques. Les ressources énergétiques présentes dans le sol japonais sont en effet plus que réduites, et le pays est fortement dépendant de ses partenaires étrangers afin d'obtenir son énergie. Le choix du nucléaire est pourtant officiellement remis en cause depuis mars 2011, et la politique énergétique japonaise a été bouleversée par les événements récents. Le gouvernement et la population ont dès lors fait marche arrière sur le nucléaire et se tournent vers les énergies renouvelables. Ce secteur offre un potentiel énorme, et est actuellement fortement soutenu par les autorités.

Les technologies de l'information et de la communication ont également le vent en poupe au Japon. Le pays compte parmi les mieux dotés en matière d'infrastructure réseau et le taux de pénétration des technologies mobiles de dernière génération y est particulièrement élevé. Les solutions logicielles du type applicatif mobile sont dès lors particulièrement demandées. Les logiciels bancaires et de sécurité belges, dont la renommée n'est plus à faire, pourront également rencontrer les attentes des partenaires japonais. L'avance technologique du Japon est remarquable, mais comme partout ailleurs, les entreprises belges occupant avec succès une niche du marché pourront sans aucun doute réaliser de nombreuses affaires au Japon.



Finalement, les Japonais sont connus pour être parmi les consommateurs les plus friands de produits de l'industrie du luxe. Haute couture, alimentation de premier choix, design, ameublement haut de gamme, cosmétique ou encore joaillerie, les opportunités ne manquent pas au Japon. Le pays rassemble en effet près de la moitié des consommateurs les plus riches d'Asie-Pacifique, et leur goût pour les créations uniques et innovantes est largement reconnu. L'acheteur japonais est toutefois un des plus critiques du monde, et il est nécessaire de disposer d'une offre extrêmement bien pensée pour réussir au Japon alors que toutes les grandes enseignes y sont déjà présentes. Le jeu en vaut néanmoins la chandelle, car être couronné de succès au Japon assure aux marques de prestige un accès à de nombreux consommateurs fidèles à leurs produits.

La plupart des secteurs japonais offrent aux entreprises des opportunités importantes. Nous citerons ici, bien qu'ils ne soient pas étudiés en profondeur dans cette publication, les secteurs de l'ingénierie automobile, des nouveaux matériaux et de la logistique comme autant de domaines d'activité particulièrement attractifs.

Après une première partie destinée à dresser la situation macroéconomique actuelle du Japon, cette étude proposera une analyse sectorielle du pays se concentrant sur quatre domaines parmi les plus dynamiques. Nous traiterons ainsi en détail des secteurs de la santé, des technologies environnementales, des technologies de l'information et de la communication et finalement de la consommation de luxe. Nous enchaînerons par une analyse des réussites récentes d'entreprises belges au Japon pour conclure par une section décrivant les us et coutumes en vigueur dans le milieu des affaires japonais.



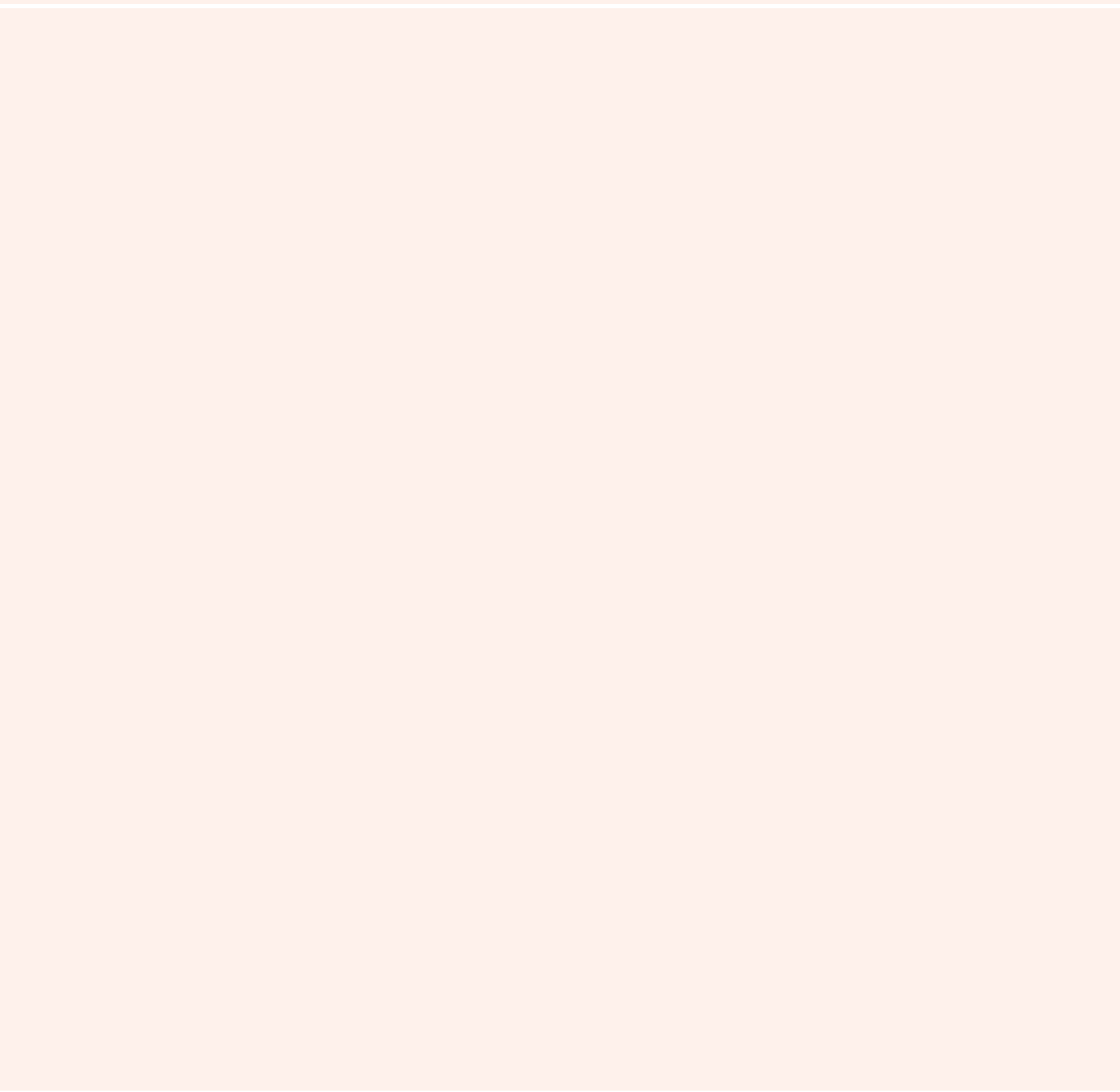


TABLE DES MATIÈRES

1 DONNÉES GÉNÉRALES	8
2 DONNÉES ÉCONOMIQUES	12
2.1 INDICATEURS CLÉS.....	14
2.1.1 PIB	14
2.1.2 INFLATION.....	19
2.1.3 CHANGE	21
2.1.4 DETTE PUBLIQUE.....	22
2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR.....	24
2.2.1 RELATIONS COMMERCIALES MONDIALES.....	24
2.2.2 RELATIONS COMMERCIALES AVEC LA BELGIQUE.....	27
2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	30
2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE	32
2.4.1 APPRÉCIATION DU RISQUE SELON L'OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE.....	32
2.4.2 AUTRES INDICATEURS DE RISQUE	33
3 APPROCHE SECTORIELLE	34
3.1 SANTÉ	36
3.1.1 PRODUITS PHARMACEUTIQUES.....	36
3.1.2 APPAREILS MÉDICAUX	37
3.2 CLEANTECH.....	38
3.3 TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	40
3.3.1 LOGICIELS	40
3.3.2 TÉLÉCOMMUNICATIONS.....	41
3.4 LUXE.....	43
4 RÉUSSITES RÉCENTES	44
5 ÉTIQUETTE	52
6 ADRESSES UTILES	56
6.1 EN BELGIQUE.....	59
6.2 AU JAPON.....	60
6.3 SITES À CONSULTER.....	61
7 SOURCES	62





DONNÉES GÉNÉRALES



- » Le Japon est une démocratie représentative composée de 47 préfectures. La constitution du pays date de 1947, et est issue d'un amendement de la constitution de l'ère meiji. La capitale du Japon est Tokyo.
- » La population japonaise est âgée et en déclin : 127,4 millions d'habitants selon les estimations pour 2012 (- 0,077 % par rapport à 2011), dont 67 % en zone urbaine. Les villes les plus peuplées sont Tokyo (36,5 millions d'habitants), Osaka-Kobe (11,3 millions) et Nagoya (3,3 millions).
 - L'espérance de vie est une des plus élevées au monde, avec 80,6 ans pour les hommes et 87,4 ans pour les femmes.
 - Il y a 48,55 % de femmes et 51,45 % d'hommes dans le pays.
- La population est composée de Japonais à 98,5 %. Les Coréens représentent 0,5 % de la population, et les Chinois 0,4 %. Les 0,6 % restants sont constitués de groupes ethniques divers.
- La majorité des Japonais adhérant à une religion sont shintoïstes (83,9 % de la population du pays) et bouddhistes (71,4 %). Ces deux religions n'étant pas mutuellement exclusives, la majorité des Japonais sont simultanément shintoïstes et bouddhistes. Les chrétiens représentent 2 % du total.
- La population est concentrée dans le centre du pays où la densité est très forte : environ 43 % de la population vit dans trois zones urbaines : Tokyo, Osaka et Nagoya, sur la côte orientale du Pacifique. La densité de population est de 1228 habitants au km² dans la région de Tokyo (Kanto) et de 759 habitants au km² dans la région d'Osaka (Kinki).



- » La superficie du Japon est de 377.915 km², soit le 62^e plus grand pays du monde (12 fois la Belgique). La superficie habitable du pays est relativement faible : le Japon est constitué pour environ 70% de zones montagneuses, volcaniques ou de hauts plateaux. Les terres agricoles ne constituent que 12,2 % du territoire.
- » La langue officielle est le japonais. Les connaissances de l'anglais par la population sont bonnes, et s'améliorent constamment.
- » Le pays dispose de peu de ressources naturelles. Les minerais précieux ne sont présents dans le sol qu'en quantité infime, et le pays ne détient pas de réserves énergétiques propres. Les ressources maritimes sont néanmoins conséquentes (produits de la pêche).
- » Le climat japonais est varié : tropical dans le sud, et présentant les caractéristiques d'un climat tempéré froid dans le nord. Les températures du mois de juin à Tokyo oscillent généralement entre 19 et 25 °C. La pluviométrie est habituellement considérable à cette période.
- » La monnaie nationale est le yen (JPY). En date du 17 février 2012, 100 JPY valaient 0,958922 EUR. Le prix du Big Mac (utilisé par l'hebdomadaire The Economist pour rendre compte du pouvoir d'achat des différentes devises) est en moyenne de 4,16 USD en 2011, contre 4,43 USD dans la zone euro, signifiant que le pouvoir d'achat d'un dollar est 1,06 fois plus élevé au Japon que dans la zone euro.





DONNÉES ÉCONOMIQUES



2.1 INDICATEURS CLÉS

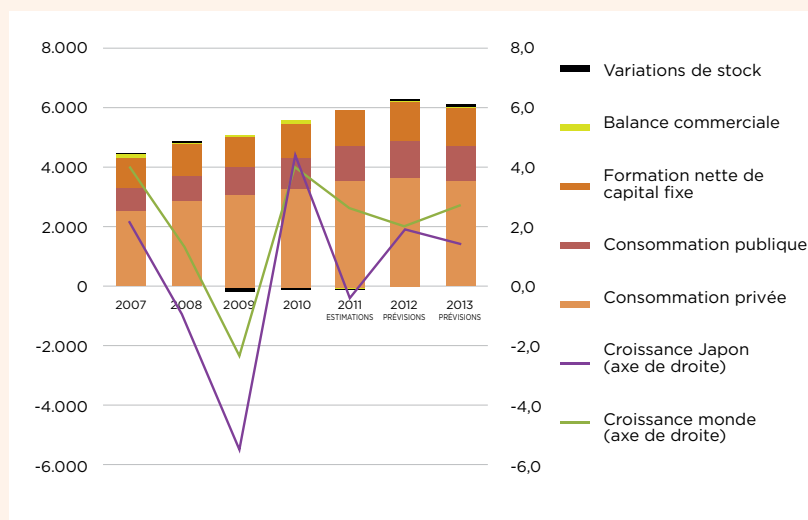
2.1.1. PIB



PIB en volume

En 2011, le produit intérieur brut nominal japonais s'est élevé à 5.896 milliards d'USD. Le PIB par tête atteignait quant à lui 46.380 USD. Sur base des estimations actuellement disponibles, le PIB serait de 6.055 milliards d'USD en 2012 alors que le PIB par tête serait de 48.020 USD. Selon les dernières estimations des autorités japonaises, le PIB réel du pays devrait chuter de 0,3 % sur l'année fiscale se terminant en mars 2012. Alors que les chiffres de la croissance en 2011 sont principalement à mettre au compte des investissements publics réalisés, l'économie sera en 2012 portée par les investissements privés et la consommation nationale. Le léger déficit de la balance extérieure devrait quant à lui réduire la croissance de près de 0,4 %.

PIB EN VOLUME (MILLIARDS D'USD COURANTS) ET TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEEL, EN %



Source : EIU





Malgré les difficultés qui ont rythmé la vie économique japonaise depuis plusieurs années, le pays n'en reste pas moins un acteur de première importance dans l'ordre économique mondial. Encore jusqu'il y a peu deuxième plus grande économie au monde, le Japon s'est toutefois vu ravir sa place par la Chine en 2010. Si l'économie japonaise a pu atteindre un tel niveau de développement, c'est grâce à un environnement d'affaires ouvert, une localisation idéale proche de l'Asie du Sud-est, et une capacité d'innovation particulièrement importante.

En effet, grâce à une politique de soutien à la recherche et au développement, le pays se situe parmi les premiers de la classe en matière de dépenses de R&D. Il est également le second au monde en termes de nombre de brevets par habitant. La taille du marché japonais est une force pour le pays du Soleil levant : fort d'une population de près de 127,4 millions d'âmes disposant d'un pouvoir d'achat considérable (le pays est le 37^e au monde selon le critère du PIB par habitant), le pays offre à ses entreprises et partenaires internationaux une base de consommateurs conséquente. La population japonaise est relativement âgée et est connue pour sa grande propension à épargner.

Malgré tous ces atouts, le Japon a été touché durant les deux dernières décennies par plusieurs crises économiques. La crise financière de 2008 a fait entrer le pays en récession. Ce n'est pas tant la faiblesse du système bancaire qui a fait sombrer l'économie japonaise – le problème des banques japonaises étant l'excès de liquidité et

non son insuffisance – mais plutôt la contraction des économies des principaux partenaires du Japon. Les États-Unis et l'Union européenne absorbent en effet pour 15,6 % et 11,3 % des importations du pays.

La crise économique a atteint le Japon alors qu'il était déjà fragilisé par de multiples autres difficultés, tant politiques qu'économiques. Le Japon subit en effet depuis plusieurs années la déflation, ce qui n'incite pas les ménages à consommer. Les taux d'intérêt réels négatifs se traduisent alors en un comportement de thésaurisation particulièrement néfaste pour l'économie, et la dette publique japonaise était déjà l'une des plus élevées au monde. De ce fait, la crise économique a fortement impacté le pays, qui est rentré en récession à partir de 2008 et a connu une contraction de son activité de 5,5 % en 2009.

Malgré la marge de manœuvre budgétaire plus que limitée, les autorités japonaises ont répondu avec un plan de relance de l'économie favorisant les secteurs des technologies propres et l'efficacité énergétique. Celui-ci s'est composé de plusieurs volets :

- » près de 90 milliards d'USD sont débloqués en août 2008 afin de soutenir la consommation, les agriculteurs et les entreprises face aux prix du pétrole,
- » 260 milliards d'USD sont également alloués en octobre 2008 à la relance de la consommation par le biais d'incitants fiscaux et d'aides directes aux ménages,
- » en décembre 2008, près de 240

milliards d'USD supplémentaires viennent soutenir l'effort de relance du pays,

- » 14.700 milliards de JPY (environ 50 milliards d'USD) de dépenses de l'État sont rajoutés au budget 2009 afin de relancer l'économie, complétés en avril 2009 par un montant de 153,5 milliards d'USD, portant le total des sommes allouées à la relance à 568 milliards d'USD,
- » en octobre 2010, sur fond d'appréciation du yen, 60 milliards d'USD d'aide supplémentaires sont débloqués,
- » en mars 2012, la Bank of Japan a annoncé qu'elle prêterait aux banques 2.000 milliards de yens supplémentaires (24,4 milliards d'USD) afin de soutenir les prêts aux entreprises actives dans les secteurs considérés comme stratégiques pour la croissance du pays. Ceux-ci incluent la recherche et développement, la santé, le tourisme ou l'agriculture.

Les montants engagés témoignent de la profondeur de du ralentissement économique qui a touché le pays. Les effets conjugués de la crise des partenaires du Japon avec les difficultés présentées par un yen fort et une déflation continue ont en effet poussé le gouvernement à intervenir avec vigueur.

Tsunami de mars 2011

Tandis que le pays retrouvait le chemin de la croissance en 2010, le tremblement de terre qui a touché le nord du Japon en mars 2011 a mis un terme à l'optimisme des marchés. Ce séisme,





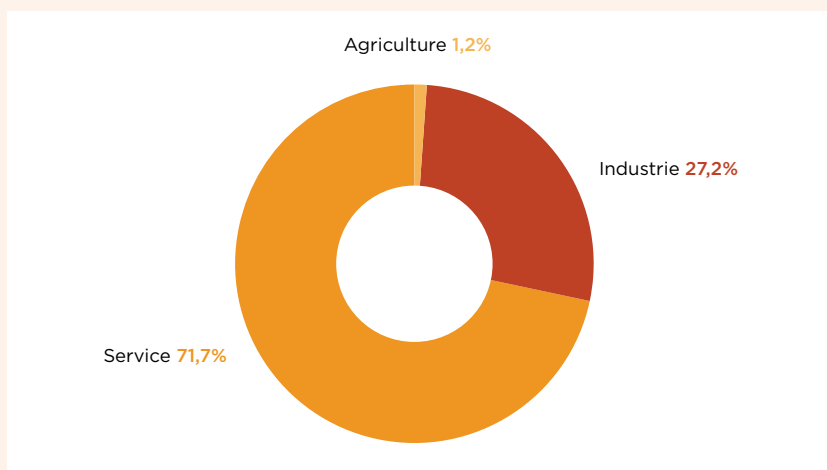
de magnitude 9.0 sur l'échelle de Richter, a déclenché un tsunami qui a déferlé sur les préfectures de Miyagi, de Fukushima et d'Iwate. Selon la Banque Mondiale, les dégâts de la catastrophe de mars 2011 avoisinent les 235 milliards d'USD. Les préfectures les plus gravement touchées ne représentaient alors que 4 % du PIB japonais, mais se sont révélés être des maillons indispensables dans la chaîne de production japonaise, notamment dans le secteur automobile et des semi-conducteurs. Les rationnements en matière de consommation électrique décrétés par les autorités afin de faire face à la mise hors service des réacteurs nucléaires de Fukushima se sont également fait sentir sur les affaires.

Encore aujourd'hui, la fourniture d'électricité reste un point très sensible dans la région, alors que seuls deux des 54 réacteurs du pays sont actifs, les autres étant à l'arrêt pour vérification. Les prix de l'énergie ayant considérablement augmenté, les entreprises japonaises ont perdu en compétitivité, et le gouvernement a été dans l'obligation d'importer une quantité plus importante d'hydrocarbures pour pallier les ruptures d'électricité. Le déficit de la balance commerciale, un phénomène qui ne s'est plus produit depuis près de 30 ans, traduit cet état de fait.

Outre le séisme et le tsunami, le Japon a également été touché de manière indirecte par les inondations qui ont frappé la Thaïlande. Ce pays est en effet le neuvième fournisseur de l'économie japonaise, et celui-ci y disposait de nombreuses unités de production. Les perturbations de la chaîne de production qui ont suivi les événements

Composition sectorielle du PIB

COMPOSITION SECTORIELLE DU PIB EN 2011, EN %



Source : EIU

en Thaïlande ont été déterminantes dans la rechute de l'économie japonaise fin 2011 et début 2012.

Secteur primaire

Ce secteur regroupe l'ensemble des activités ayant pour finalité l'exploitation de ressources naturelles, comme l'agriculture, la pêche, ou encore l'exploitation de forêts, de mines, et de gisements divers.

Le secteur primaire japonais est peu important en termes de PIB généré. Le pays n'est en effet pas doté de richesses naturelles particulièrement intéressantes à exploiter et la superficie utilisable pour l'agriculture est relativement réduite. L'énergie est dès lors massivement importée, et le Japon est pour cela dépendant de ses partenaires russes et des pro-

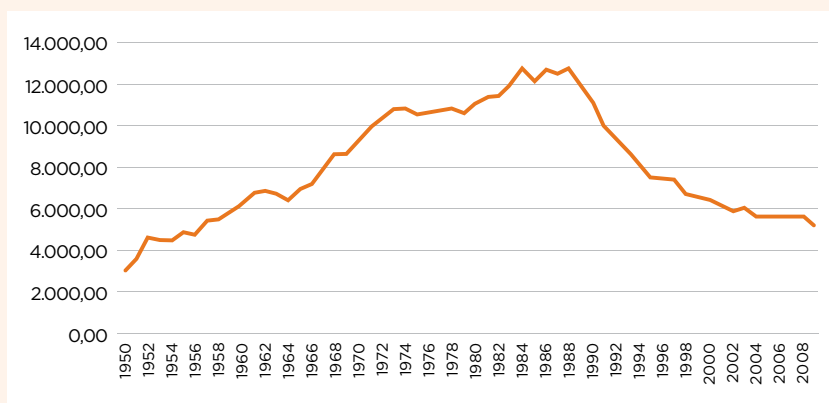
ducteurs du Moyen-Orient. Conscient de la faiblesse que représentait cet « energy mix » sujet aux évolutions géopolitiques, le pays avait fortement misé sur la production d'énergie nucléaire. Néanmoins, depuis les événements de Fukushima, cette politique est remise en question, au profit des énergies renouvelables.

Malgré ses faibles ressources naturelles, le pays dispose d'un espace maritime particulièrement étendu. Le Japon fait en effet partie des grands producteurs halieutiques.

Après avoir connu un essor considérable entre les années 50 et les années 90 grâce à la modernisation des techniques, le secteur de l'aquaculture et de la pêche a perdu en importance. En effet, sa production annuelle s'est stabilisée autour de 5



PRODUCTION HALIEUTIQUE JAPONAISE, EN MILLIERS DE TONNES



Source : FAO

millions de tonnes. Celle-ci est principalement issue de la pêche en haute mer, qui représente 98,4 % de la production du pays, contre 1,6 % pour la production en mers intérieures.

Le pays produit principalement des poissons marins, des mollusques, et des plantes aquatiques. La production japonaise n'est pas massivement exportée comme dans d'autres pays riches en ressources. Le pays importe en effet bien plus de produits de la mer qu'il n'en exporte (2.589.506 tonnes de produits importés, soit une valeur de 13.509 millions d'USD contre 496.670 tonnes de produits exportés, ce qui représente 1.629 millions d'USD).

En dehors des ressources de la pêche, le Japon produit essentiellement du riz et du thé. L'agriculture japonaise est fortement protégée et subventionnée, avec un taux de taxation sur les produits importés atteignant en moyenne 17,3 % en 2010, contre 2,5 % pour les produits non agricoles. Le secteur de la riziculture est particulièrement sou-

tenu, bénéficiant de limitations à l'importation de riz bon marché en provenance des pays asiatiques voisins. Les agriculteurs reçoivent également un prix anormalement élevé pour leur production grâce à l'intervention des autorités.

Depuis la catastrophe du 11 mars 2011, de nombreux pays ont imposé des contrôles très stricts de leurs importations de produits agricoles et aquacoles en provenance du Japon. Tant les États-Unis que l'Europe restreignent toujours leurs importations de certains produits, tandis que les importations de légumes à feuille issus des zones touchées par les radiations sont actuellement interdites.

Secteur secondaire

Par secteur secondaire, on entend toute activité dont le but est de transformer une ressource naturelle en un produit fini. Celui-ci comprend donc de nombreuses formes d'industries, mais également des secteurs tels que la construction.

L'industrie japonaise est particulièrement diversifiée. Le pays est en effet actif dans la manufacture de produits de base tels le papier ou l'acier, mais également dans la production à haute valeur ajoutée comme l'automobile, la robotique, les biotechnologies, les nanotechnologies, les semi-conducteurs ou les énergies renouvelables. Le pays compte parmi les leaders mondiaux dans tous ces secteurs, et est le second producteur mondial de voitures et de bateaux.

Bien que le secteur secondaire ait été déterminant dans la croissance du Japon et lui ait permis de devenir la deuxième économie mondiale jusqu'en 2011, celui-ci est soumis à une compétition considérable de la part des autres pays d'Asie. La Chine et la Corée du Sud, plus particulièrement, ont graduellement gagné en compétitivité et font concurrence à l'industrie japonaise. Afin de contrer cette menace, un nombre croissant de firmes japonaises ont établi leurs unités de production dans les pays voisins, tirant profit des faibles coûts de la main-d'œuvre.

Le Japon est déterminé à garder sa place de pays de pointe en matière industrielle, et a pour ce faire établi un plan en deux phases :

- » Assurer la demande de produits japonais de la part des pays émergents, en s'assurant de proposer des produits ciblés sur les besoins de ces marchés. Le Japon est également particulièrement attentif à réduire les risques de copies et de violation des droits intellectuels.





- » Renforcer la base industrielle japonaise, en assurant un degré de compétition important sur le marché domestique et en développant les industries nouvelles.

Malgré ces stratégies, l'industrie japonaise peine à redécoller. Outre les éléments structurels mentionnés plus haut, certains éléments extérieurs ont ralenti la croissance de l'industrie nipponne ces dernières années :

- » L'appréciation du yen, qui continue depuis le milieu de l'année 2008, réduit fortement la compétitivité des exportations japonaises, traditionnellement importantes pour le secteur.
- » Le tremblement de terre de mars 2011, outre les dégâts matériels qu'il a engendrés, a porté un coup à l'industrie du pays en perturbant l'approvisionnement en électricité. Ce sont plus particulièrement les industries automobiles et électroniques qui ont vu leurs chaînes d'approvisionnement fortement perturbées.
- » Les inondations en Thaïlande ont également eu un impact sur l'industrie japonaise des semi-conducteurs. En effet, une part considérable des unités de production japonaises avaient été délocalisées en Thaïlande et ont été endommagées par les inondations.

Selon les dernières données disponibles, le secteur secondaire japonais reste en croissance. Celui-ci a en effet enregistré une augmentation de la production de 2 % entre janvier et février 2012. Cela fait donc deux mois

consécutifs que le pays réalise une croissance de la production supérieure à 1,5 %. Ce sont principalement les secteurs de l'automobile et des TIC qui ont tiré les indices vers le haut.

Secteur tertiaire

Par secteur tertiaire, on entend l'activité économique constituée du commerce, de l'administration, des transports, des activités financières et immobilières, des services aux entreprises et aux particuliers, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale.

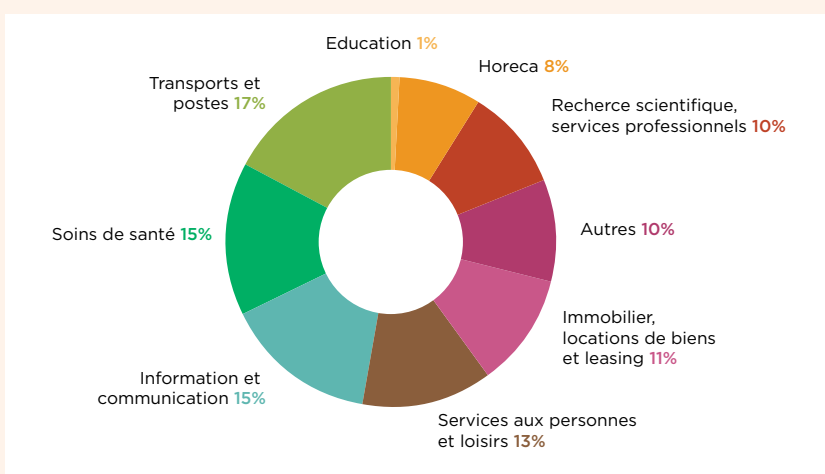
L'économie japonaise est essentiellement orientée vers les services. Ceux-ci représentent en effet plus de 70 % de l'activité économique du pays en 2011, et cette part est en croissance depuis de nombreuses années. Le Japon est ainsi devenu le sixième exportateur et le cinquième importateur de services commerciaux au monde. Bien que le secteur

des services ait été fortement touché par la crise économique de 2008 et 2009 (il est passé de 72,7 % du PIB en 2009 à 70,7 % en 2010), celui-ci reste la base de l'économie japonaise.

Le secteur des soins de santé devrait connaître une croissance considérable dans les années à venir. En effet, la population japonaise est vieillissante et dispose d'un pouvoir d'achat parmi les plus élevés au monde. Le nombre de personnes âgées nécessitant des soins augmente tous les jours, et l'offre n'est pas suffisante pour y faire face. Le secteur du tourisme et des loisirs devrait également bénéficier du pouvoir d'achat conséquent de la population japonaise à la retraite.

Le secteur financier est quant à lui soutenu par le taux d'épargne élevé des Japonais. Les ménages japonais détiennent en effet près de 1.500 milliards de JPY (environ 8,3 milliards

SECTEUR DES SERVICES JAPONAIS EN 2011 (EN %)



Source : Statistics Bureau of Japan



d'USD) d'actifs financiers. Ceux-ci sont pour la majorité placés de manière défensive. Malgré la crise économique et financière de 2008-2009 et l'impact du tsunami de mars 2011 sur la confiance des épargnants japonais, ceux-ci se tournent de plus en plus vers les produits de placement plus rentables. De ce fait, les entreprises étrangères offrant des investissements au rendement élevé pourront sans nul doute répondre à la demande japonaise.

Ce sont surtout les sous-secteurs du transport et des postes, des soins de santé, ainsi que le secteur de l'information et de la communication qui composent l'offre de services japonais. Le secteur des soins de santé est également le premier en termes de population employée, représentant 24,4 % de la population active dans l'ensemble des services. Les deux autres grands pourvoyeurs d'emplois sont le secteur de l'Horeca (18,1 %) et celui des transports et postes (12,1 %).



2.1.2. INFLATION

TAUX D'INFLATION, EN %



Source : EIU

Depuis 1999, le Japon est en prise avec une déflation d'une ampleur considérable. Celle-ci fait suite à la politique monétaire particulièrement expansionniste décrétée par la Bank of Japan afin de relancer l'économie. La crise économique engendrée par l'éclatement de la bulle spéculative qui s'était formée sur les secteurs de l'immobilier et de la bourse nécessitait en effet un taux d'intérêt au plus bas.

Au-delà du loyer de l'argent nul, la banque centrale a également procédé à un assouplissement quantitatif, c'est-à-dire à une injection massive et durable de monnaie dans le système financier afin de rendre le taux d'intérêt nominal négatif. Cette politique comporte néanmoins des

risques pour l'économie si les anticipations déflationnistes viennent à s'inscrire dans la durée. La déflation durable qui en a découlé est un des facteurs explicatifs de la faible croissance qu'a connue le pays durant les années 2000. En effet, exception faite des années 2006, 2007 et 2008, l'indice des prix japonais a connu une décroissance particulièrement dommageable à l'économie.

La déflation incite les consommateurs à reporter leurs achats dans l'attente d'une baisse future des prix. Si cet effet est plus important que celui qui pousse les consommateurs à acheter du fait de la baisse des prix, la consommation chute. Le rendement de l'épargne étant négatif, les





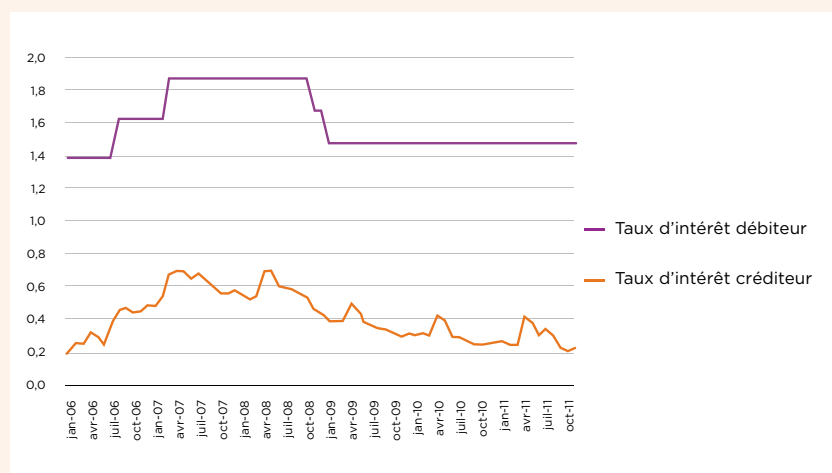
ménages ont alors comme unique solution de thésauriser. Les effets de cette situation se sont également fait sentir sur le poids de la dette publique, puisque l'État japonais doit alors rembourser sa dette dans une monnaie qui perd de la valeur au fil du temps.

La situation s'est améliorée en 2011, tandis que le taux d'inflation atteignait -0,28 %. Plus que la politique de la Bank of Japan, cette évolution fait suite à la hausse des prix alimentaires, conséquence du tsunami qui a touché le pays en mars 2011. La catastrophe a en effet eu pour effet de limiter l'offre de plusieurs types de produits, dont les produits alimentaires. Cette restriction de l'offre a encore été aggravée par les inondations en Thaïlande durant la fin de l'année 2011. En effet, de nombreuses capacités de production japonaises

sont implantées dans le pays, notamment pour le compte de l'industrie des semi-conducteurs. À terme, les analystes s'attendent à ce que l'inflation redevienne positive à partir de 2013, portée par un regain de croissance et par une réduction de l'output gap, encore important au Japon.

En février 2012, la banque centrale a donné un coup d'accélérateur à son programme d'achat d'actifs en augmentant le montant total de l'opération de 130 milliards d'USD. Elle a également fixé un objectif d'inflation de l'ordre d'un pour cent. Bien que cette annonce indique une politique plus ferme de lutte contre la déflation, elle a également été interprétée comme une diminution de l'indépendance de la banque centrale, qui aurait selon certains experts plié face aux demandes du gouvernement.

TAUX D'INTÉRÊTS EN VIGUEUR, EN %



Source : EIU



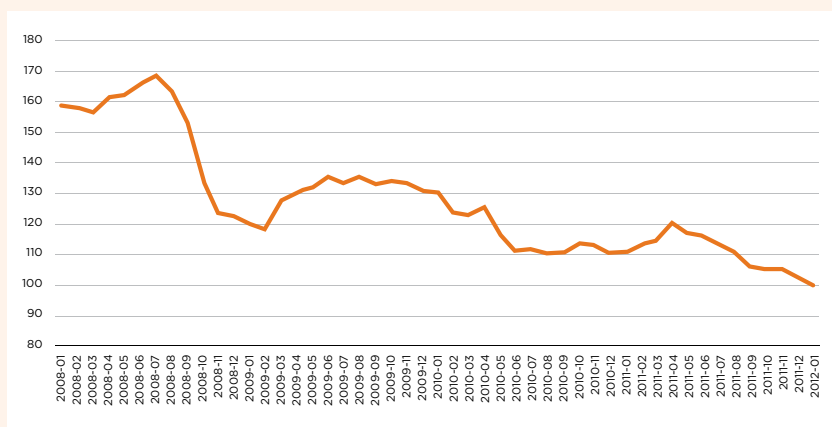
« We will be buying massive amounts of government bonds. This is designed to achieve sustained economic growth under stable prices. (...) There are some bright economic signs at home and abroad. We'd like to ensure they are sustained. »

Masaaki Shirakawa, gouverneur de la banque centrale du Japon, février 2012.



2.1.3. CHANGE

TAUX DE CHANGE EUR/JPY



Source : EIU

Depuis plusieurs mois déjà, le yen connaît une appréciation d'une ampleur considérable. Entre juillet 2008 et juillet 2011, le taux de change de la monnaie japonaise est en effet passé de 168,45 EUR/JPY à 113,26 EUR/JPY, soit une appréciation de près de 48 %. Cette évolution est une aubaine pour les entreprises belges, car les produits importés par le Japon depuis la Belgique sont comparativement devenus moins chers que les produits japonais. Plusieurs facteurs, tant internes qu'externes, expliquent ce renforcement du yen par rapport à l'euro et au dollar américain.

C'est principalement la crise économique mondiale et ses conséquences marquées en Europe et aux États-Unis qui justifient l'attrait des agents économiques pour le yen. La monnaie japonaise reste considérée comme l'une des devises refuges par les analystes, au même titre que le franc suisse, et fait

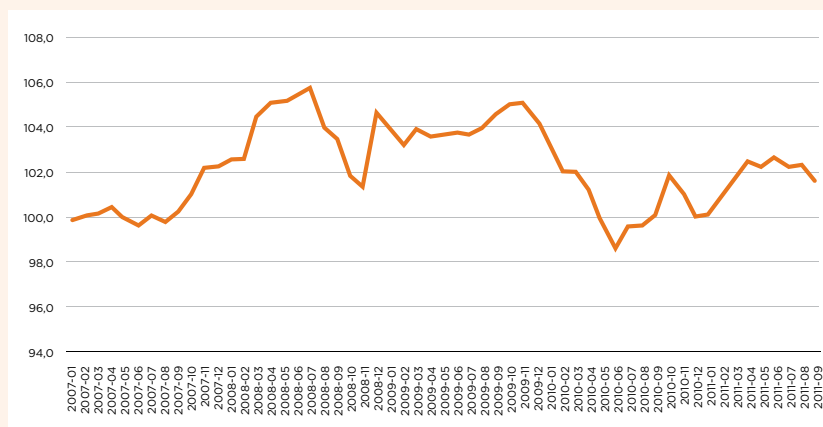
donc régulièrement les frais de décisions d'arbitrage des investisseurs. Du fait de la balance commerciale traditionnellement excédentaire du pays (en dehors de l'année 2012 qui a vu se réaliser l'impact du tsunami de mars 2011) et de ses réserves de change considé-

rables, le yen devrait rester sur une tendance haussière pour les années à venir.

Les taux d'intérêt très bas au Japon incitent néanmoins les agents économiques à emprunter en yen pour réinvestir en devises étrangères, ce qui modère quelque peu les pressions sur la monnaie japonaise. Outre ce facteur, les analystes s'attendent à ce que la politique monétaire japonaise se raffermisse plus rapidement que celle de l'Union ou des États-Unis. Cela se traduirait en un différentiel de taux d'intérêt en faveur de le pays du Soleil levant, et augmenterait les pressions à la hausse sur le yen.

Afin de mitiger les effets d'un yen fort sur la compétitivité des exportations, les autorités monétaires du pays sont à plusieurs reprises intervenues sur le marché des changes. La dernière ac-

TAUX DE CHANGE EFFECTIF RÉEL (2005=100)



Source : EIU





tion en date remonte à novembre 2011. Au cours de celle-ci, le ministère des Finances a vendu environ 7.000 milliards de JPY, soit près de 90 milliards d'USD, ce qui en fait une des interventions les plus importantes de l'histoire du pays. L'effet s'est immédiatement fait sentir sur le marché des changes, où l'euro est passé d'une valeur de 107,5 JPY à 110,7 JPY en une journée. Les progrès enregistrés n'ont toutefois été que temporaires. Les causes fondamentales de la hausse du yen et la pression déflationniste qui soutient un yen fort rendent les actions de la banque centrale du Japon et du ministère des Finances depuis la mi-septembre 2010 peu efficaces.

En dehors des taux de change par rapport au dollar et à l'euro, il peut paraître judicieux d'analyser le taux de change effectif réel du Japon. Cette mesure est souvent un meilleur indicateur de la situation économique du pays. Celui-ci prend en effet en compte l'indice des prix et pondère le taux de change nominal selon un panier de devises représentatif des exportations et importations du pays. Il est de ce fait plus proche d'un indicateur de la compétitivité du pays en question. Depuis mi-2007, le taux de change effectif réel a augmenté de près d'un tiers, confirmant la perte de compétitivité externe de l'économie japonaise.



« I've repeatedly said that we'll take bold action against speculative moves in the market. I'll continue to intervene until I am satisfied. »

Jun Azumi, ministre des Finances japonais, octobre 2011.

2.1.4. DETTE PUBLIQUE

DETTE ET DÉFICIT PUBLIC DU JAPON, EN % DU PIB



Source : EIU

La dette publique japonaise est l'une des plus élevées au monde. Atteignant en 2011 près de 211,8 % du PIB, celle-ci est en effet une source d'inquiétude considérable pour de nombreux analystes. Entre les années 1997 et 2011, le montant de la dette publique n'a chuté qu'à deux occasions, entre 2005 et 2006 et entre 2006 et 2007. Même durant ces années particulièrement fastes, le budget du gouvernement n'était pas en surplus. Si la dette (exprimée en pourcentage du produit intérieur brut) s'est réduite, c'est alors principalement par l'effet d'une croissance du PIB.

Le déficit s'est particulièrement creusé lors de la première année de la crise économique et financière de la fin 2008. Entre 2008 et 2009, celui-ci est en effet passé de -2,2 % du PIB

à -8,7 % du PIB, du jamais vu depuis la crise asiatique de 1997. Les plans de relance ambitieux décidés alors ont rapidement porté leurs fruits, mais les dépenses engagées se sont étalées sur 2010, et le déficit peinait à retrouver un niveau soutenable.

Le tsunami et le tremblement de terre qui ont touché le pays en mars 2011 ont également contribué à détériorer la situation budgétaire japonaise. Néanmoins, malgré les prévisions particulièrement moroses (le déficit devrait rester de l'ordre de -6 % d'ici 2013, tandis que la dette atteindrait alors le niveau astronomique de 232,5 % du PIB), le Japon est relativement épargné par les agences de notations. En dehors d'une dégradation de la note de sa dette souveraine (passée au rang AA- selon Fitch ainsi que Standard & Poor's) par





les agences durant le mois d'août 2011, le pays n'a en effet pas été inquiété sur ce terrain. De plus, les dégradations de la note japonaise ne se sont pas traduites de façon significative sur les marchés, où les taux d'intérêt des obligations japonaises sont restés particulièrement bas.

La raison de cette clémence envers le Japon tient à la structure de sa dette publique. En effet, les taux d'intérêt sont particulièrement bas au Japon, en partie du fait de la profondeur de la crise européenne qui rend les investissements en obligations japonaises attractifs. Les intérêts de la dette sont donc sous contrôle. La dette publique est également détenue dans une grande proportion par des Japonais. Lorsque la dette publique est détenue par la population, elle est bien souvent moins sujette aux fluctuations internationales. Finalement, le niveau de la dette publique est jugé par de nombreux analystes comme surévalué. Celui-ci inclut certaines créances détenues entre agences publiques. Une fois celles-ci prises en compte, le niveau de la dette est bien plus soutenable.

Plusieurs experts, dont l'Economist Intelligence Unit, s'inquiètent néanmoins de la situation. L'instabilité politique, la croissance faible et la démographie défavorable de le pays du Soleil levant sont autant d'éléments qui indiquent selon l'EIU une crise probable de la dette à long terme si le gouvernement ne prend pas les choses en main rapidement. De plus, le surplus de la balance des biens japonaise s'est réduit en 2011. Le pays aura donc plus de mal à financer sa dette par le biais de ses revenus d'exportation.



« As evident from recent developments, market sentiment toward sovereign [states] with unsustainably large fiscal imbalances can shift abruptly, with adverse effects on debt dynamics. Should [Japanese government bond yields] increase, they could initiate an adverse feedback loop from rising yields to deteriorating confidence, diminishing policy space, and a contracting real economy. Higher yields could result in a withdrawal of liquidity from global capital markets, disrupt external positions and, through contagion, put upward pressure on sovereign bond yields elsewhere. »

Japan Sustainability Report, Fonds Monétaire International, novembre 2011.

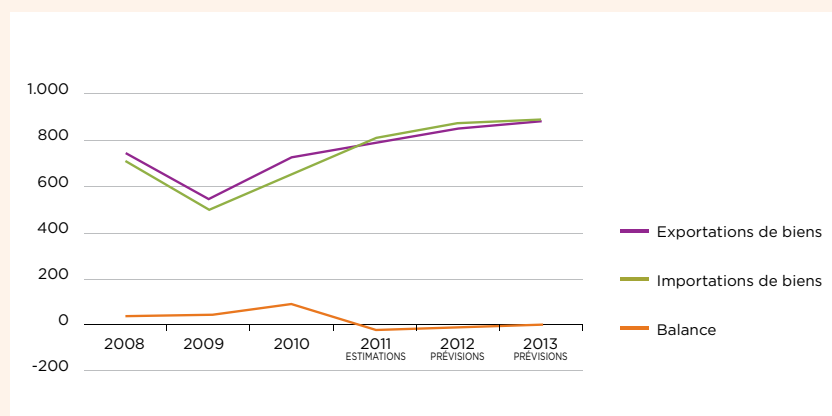




2.2 COMMERCE EXTÉRIEUR

2.2.1. RELATIONS COMMERCIALES MONDIALES

FLUX DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE MARCHANDISES,
MILLIARDS D'USD COURANTS



Source : EIU

Le Japon enregistre des surplus de sa balance commerciale nominale depuis 1980. Grâce à la compétitivité de ses entreprises et sa position de leader sur les produits de haute technologie, le pays a su maintenir ce surplus durant la crise économique de 2008 et 2009. En effet, tandis que les exportations du Japon vers ses partenaires économiques se contractaient de 26,9 %, les importations nippones se sont également fortement réduites, laissant la balance commerciale inchangée.

Néanmoins, alors que les exportations japonaises ont connu une croissance rapide entre 2009 et 2010, celle-ci s'est ralentie entre 2010 et 2011. De nombreuses commandes n'ont en effet pas pu être honorées

à la suite du tsunami de mars 2011 et plusieurs produits agricoles ont fait l'objet d'interdiction d'exportation. Cette situation a d'autant plus touché les exportateurs que ceux-ci étaient déjà pénalisés par la hausse du yen qui rendait leurs produits moins compétitifs. Toutefois, c'est du côté de la hausse des importations qu'il faut trouver l'explication du déficit enregistré en 2011, le premier depuis 31 ans de surplus.

La triple catastrophe de mars 2011 a en effet imposé au pays de compenser les dégâts subis par une augmentation de ses importations. Celles-ci ont eu pour but de se substituer à la production locale, qui faisait alors défaut dans plusieurs secteurs. Les importations de gaz ont notamment

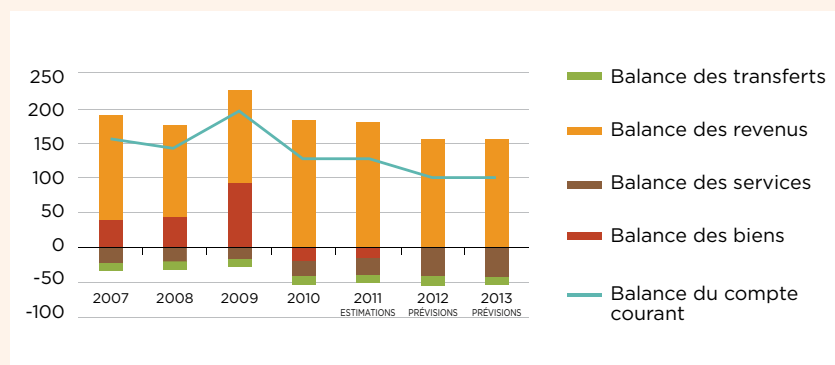
atteint un sommet, tandis que le pays faisait face à l'arrêt de plusieurs centrales nucléaires et à la méfiance de la population envers l'énergie atomique. Le prix du gaz, en croissance également, a fortement pesé sur la facture des importations japonaises. L'effet a encore été accentué lors des inondations qui ont touché la Thaïlande en automne 2011. Celles-ci ont touché plusieurs fournisseurs de l'économie japonaise et poussé des entreprises comme Toyota à réduire leur production, et donc leurs exportations vers le reste du monde.

Malgré la détérioration du solde de la balance commerciale, la balance du compte courant reste positive. Ce sont les revenus détenus par les Japonais à l'étranger qui contribuent à ce surplus. En effet, les investissements réalisés par les Japonais, tant sous forme d'investissements directs étrangers que d'investissements de portefeuille, restent considérables. La balance des services du pays est quant à elle structurellement négative, en grande partie du fait des dépenses de tourisme réalisées à l'étranger par la population.

Le Japon est favorable aux relations économiques bilatérales, bien qu'il ne nie pas le rôle de l'OMC dans l'ordre économique mondial. Le Japon et l'Union européenne négocient à l'heure actuelle un accord de libre-échange englobant une grande partie du commerce entre les deux entités. Une fois celui-ci en vigueur, les entreprises européennes bénéficieront d'une baisse sensible des barrières tarifaires japonaises ainsi que d'un accès plus aisé aux marchés publics nippons.



CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS COMPOSANTS DE LA BALANCE DU COMPTE COURANT, MILLIARDS DE JPY À PRIX CONSTANTS



Source : EIU



« Il est indispensable de créer un contexte qui favorise les échanges entre l'UE et le Japon. Tout le monde en sortirait gagnant. Le Japon doit rester un leader du continent asiatique. Ses capacités en matière d'innovation, de fabrication de produits de qualité sont uniques. Pour que le pays conserve son rang, il doit pouvoir rester compétitif sur les marchés mondiaux, au même titre que les autres puissances asiatiques. »

Duco Delgorge, président de l'European Business Council au Japon, avril 2012.

Sa position proche de la zone de croissance de l'ASEAN (Association of South East Asian Nations) est une aubaine pour le pays, qui a de ce fait renforcé sa coopération bilatérale avec plusieurs des pays de l'association. Récemment encore, le Japon s'est rapproché de la Chine en

devenant un des rares pays à pouvoir acheter des obligations d'état chinoises. Cette opération, chiffrée à près de 10,3 milliards d'USD, témoigne du rapprochement entre les deux grandes économies asiatiques.

L'importance du géant chinois est visible dans le classement des principaux fournisseurs de l'économie japonaise. Ceux-ci sont en 2011 :

- » la Chine (22,1 % des importations japonaises),
- » les États-Unis (9,7 %),
- » l'Union européenne (9,6 %),
- » l'Australie (6,5 %)
- » et l'Arabie saoudite (5,2 %).

Les clients du Japon sont quant à eux majoritairement situés en Asie du Sud-est. On y retrouve :

- » la Chine (19,4 % des exportations japonaises),

- » les États-Unis (15,4 %),
- » l'Union européenne (11,2 %),
- » la Corée du Sud (8,1 %)
- » et Taiwan (6,8 %).

Les principales importations reflètent la rareté des ressources naturelles sur le territoire japonais. Elles sont composées de :

- » combustibles minéraux (28,6 %),
- » d'équipement électrique (13,4 %),
- » de produits chimiques (8,9 %),
- » de biens manufacturés (8,9 %)
- » et de produits alimentaires (8,6 %).

Les exportations japonaises reflètent quant à elle le positionnement du pays dans les secteurs à forte valeur ajoutée. Les principales sections à l'exportation sont :

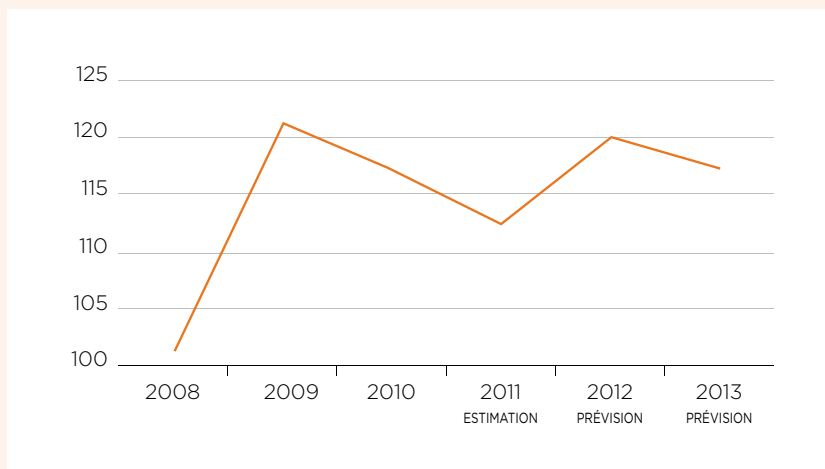
- » les équipements de transport (22,6 %),
- » les équipements autres qu'électroniques (19,8 %),
- » les équipements électriques (18,8 %),
- » les produits manufacturés (13,0 %)
- » et les produits chimiques (10,3 %).





Les termes de l'échange sont calculés comme le rapport de l'indice des prix à l'exportation et de l'indice des prix à l'importation. Tandis qu'en 2008, les prix énergétiques record ont pesé fortement sur les termes de l'échange japonais, ceux-ci se sont améliorés en 2009 du fait de la crise économique. En effet, le ralentissement mondial s'est rapidement traduit en une baisse de la demande de pétrole, entraînant le prix du baril à la baisse, et les termes de l'échange japonais à la hausse. Le renchérissement des importations japonaises a néanmoins inversé cette tendance, tant en ce qui concerne 2010 que pour 2011.

TERMES DE L'ÉCHANGE (1900=100)



Source : EIU



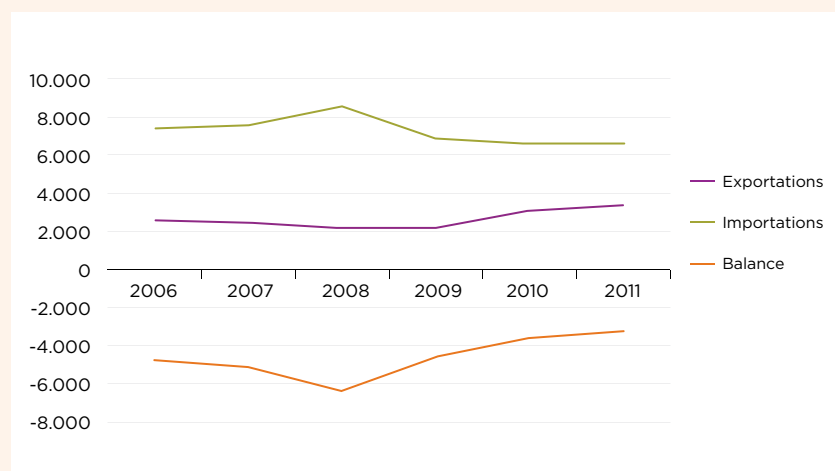
« With the goal of doubling the flows of people, goods, and money into Japan, Japan will actively advance intensive domestic reforms, for instance by boldly revising regulations that constitute impediments to such flows. »

The New Growth Strategy, cabinet du premier ministre, juin 2010.



2.2.2. RELATIONS COMMERCIALES AVEC LA BELGIQUE

ÉCHANGES BILATÉRAUX DE BIENS ENTRE LA BELGIQUE ET LE JAPON,
EN MILLIONS D'EUR



Source : Banque Nationale de Belgique

Le Japon est un partenaire commercial de première importance pour la Belgique. Avec 3.379,5 millions d'EUR de marchandises belges exportées vers le pays, le pays du Soleil levant est le 16^e client de la Belgique. Il se classe 10^e parmi les fournisseurs de notre économie, avec 6.579,6 millions d'EUR.

La balance commerciale de la Belgique avec le pays est historiquement déficitaire. Notre déficit s'est creusé entre 2006 et 2008, alors que les importations belges augmentaient et que les exportations à destination du Japon diminuaient. La crise économique s'est fortement fait sentir du côté de nos importations, qui ont chuté de 19 % entre 2008 et 2009. Nos exportations n'ayant que très légèrement diminué sur la période,

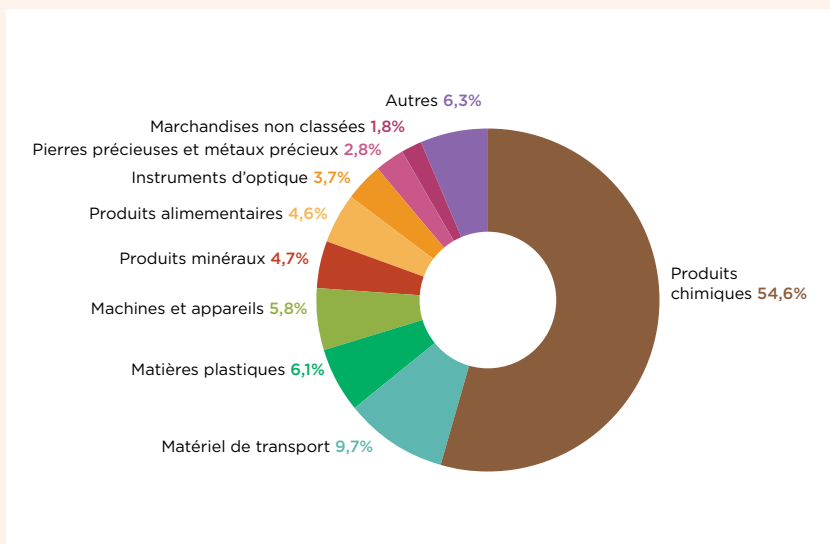
le déficit de la balance commerciale s'est réduit. Cette amélioration s'est confirmée en 2010 et 2011, alors que nos exportations à destination du pays progressaient.

La banque de données de l'Agence pour le Commerce extérieur démontre l'intérêt que témoignent les entreprises belges pour le marché japonais. En janvier 2012, on comptait 1.775 exportateurs actifs dans le pays et 2.170 entreprises intéressées par ce marché (sur un total de plus de 20.000 entreprises). La différence entre le nombre d'entreprises intéressées et celui des exportateurs illustre l'hésitation des entreprises belges à franchir le pas et à exporter au Japon, ce qui confirme l'intérêt d'une mission économique conjointe.





RÉPARTITION SECTORIELLE DES EXPORTATIONS BELGES VERS LE JAPON, EN 2011, EN %



Source : Banque Nationale de Belgique

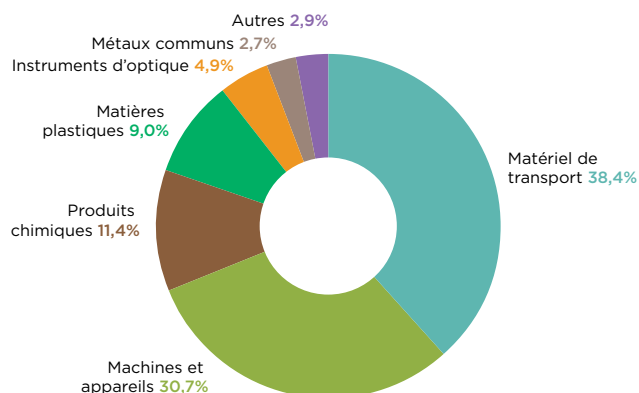
Les produits chimiques ainsi que le matériel de transport, deux sections traditionnellement prépondérantes dans le commerce extérieur belge, représentent à elles seules un peu plus de la moitié des exportations vers le Japon. Les ventes de la section des produits chimiques ont baissé de 4,8 % entre 2010 et 2011, tandis que celles de la section du matériel de transport ont progressé de 142,3 %.

La majorité des secteurs d'exportation ont progressé en 2011. En dehors des ventes de matériel de transport, ce sont les exportations de produits minéraux et de métaux communs qui

ont le plus augmenté (respectivement + 98,9 % et + 32,3 %). Ces taux de croissance élevés sont en partie le fait de la faible base de comparaison pour ces deux catégories. La section des produits minéraux ne représente actuellement que 4,7 % du total des exportations. On remarque également une diminution des exportations des produits chimiques et des instruments d'optiques.



RÉPARTITION SECTORIELLE DES IMPORTATIONS BELGES DU JAPON, EN 2011, EN %



Source : Banque Nationale de Belgique

Près de la moitié des produits importés du Japon font partie de la catégorie du matériel de transport. Cette section est composée en grande partie de biens automobiles. Elle est néanmoins en recul de 25,2 % par rapport à 2010, en partie du fait du tsunami. Les achats de machines et appareils, avec 30,7 % des importations belges, atteignent 2021,7 millions d'EUR en 2010. Elles constituent la deuxième section à l'importation, en progression de 27,1 % sur l'année 2011.

Le groupe des produits chimiques s'est octroyé 11,4 % de nos importations, soit une hausse de 7,6 % par rapport à l'année passée. Seules trois catégories de produits ont vu leurs

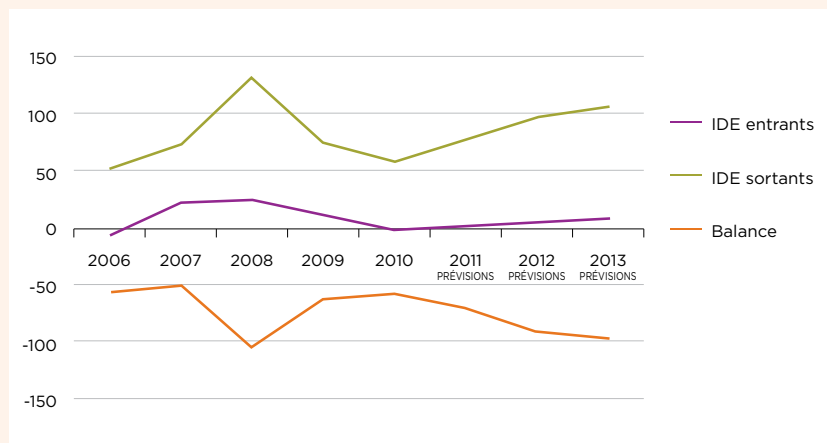
importations diminuer entre 2010 et 2011, à savoir le matériel de transport, les matières plastiques et les métaux communs (chutant de 25,2 %, 5,6 % et 8,8 % respectivement).

Les hausses les plus spectaculaires ont été enregistrées dans les secteurs des produits minéraux (+ 108,5 %) ainsi que des machines et appareils (+ 27,1 %). Toutes sections confondues, les importations en provenance du Japon ont chuté de 5,6 % en 2011.



2.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS, EN MILLIARDS D'USD COURANTS



Source : EIU

On parle d'investissement direct étranger (IDE) lorsqu'une entreprise acquiert au moins 10 % du capital d'une entreprise étrangère dans le but d'y exercer un contrôle et d'influencer sa gestion. Ces opérations sont généralement classifiées selon deux grands groupes : les investissements dits « greenfields », qui visent à créer une entreprise de toutes pièces, et les acquisitions, qui ciblent la prise de contrôle d'une entreprise existante.

Les investissements directs étrangers japonais présentent depuis de nombreuses années une balance déficitaire. En effet, même lors de la crise économique et financière de 2008 et 2009, le pays a continué à réaliser de nombreux investissements directs hors de ses frontières. Les investissements entrants ont quant à eux souffert de la crise, et le pays a connu en 2010 un désinvestissement de la part des économies partenaires.

La chute des investissements entrants traduit la crainte de nombreuses en-

treprises quant à la situation économique du pays. Selon les experts de l'Economist Intelligence Unit, le Japon ne représentait en 2011 que 0,26 % du total des flux entrants d'investissements étrangers, alors qu'en 2008 ce chiffre atteignait 1,63 %. Le pays reste néanmoins attractif pour y réaliser des investissements étrangers. Ses avantages principaux sont les suivants :

- » Le Japon est situé à proximité de l'Asie du Sud-est, soit une des zones connaissant la croissance la plus rapide au monde. Il est un des rares de la région à proposer un environnement d'affaire stable.
- » Le Japon est une des économies les plus innovantes au monde. Le pays dispose d'une avance considérable dans de nombreux secteurs à haute valeur ajoutée (il se classe cinquième mondial en ce qui concerne les dépenses de R&D en 2010 et deuxième par rapport au nombre de brevets par habitant (2009)).

- » La population japonaise compte parmi les plus riches au monde, et dispose de réserves d'actifs considérables.

Les investissements étrangers japonais sont principalement dirigés vers l'Europe (dans son sens géographique). Selon les prévisions de la Japan External Trade Organization (JETRO), ceux-ci représenteraient 39.986 millions d'USD en 2011, soit 34,6 % du total des IDE japonais. En ce qui concerne la Belgique plus particulièrement, les entreprises japonaises ont désinvesti en 2011, tout comme en 2010. Les flux d'IDE japonais vers notre pays sont de ce fait négatifs. En 2009, ceux-ci étaient positifs, mais ne représentaient que 0,5 % du total.

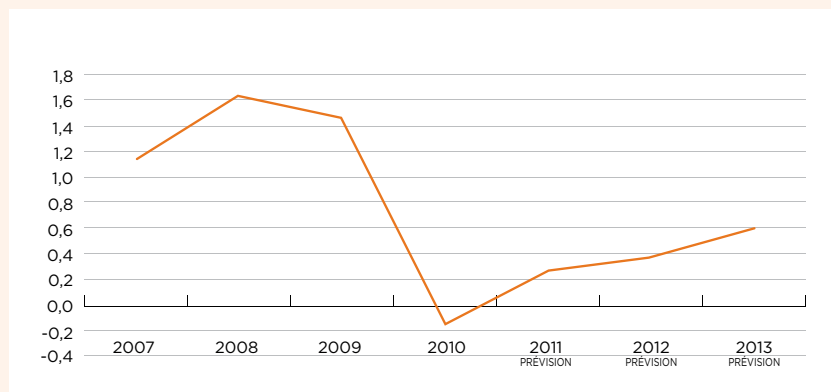
L'Asie est également un partenaire de première importance dans les investissements japonais. Le continent totalise en effet 33,9 % du total des IDE du pays. C'est bien évidemment la Chine qui prend la première place des pays asiatiques, avec 11,1 % des investissements japonais à l'étranger. La Thaïlande, vers laquelle plusieurs entreprises japonaises ont délocalisé leurs productions, est également une destination de choix, puisqu'elle s'adjudge 6,1 % des IDE japonais (soit 7.133 millions d'USD en 2011).

Bien que les investissements sortants se soient maintenus en 2011 malgré la triple crise qui touche le pays sur le plan politique, économique et environnemental, les investissements dirigés vers le Japon ont été sévèrement touchés.





PART DES FLUX D'IDE MONDIAUX DIRIGÉS VERS LE JAPON, EN %



Source : EIU

Tant les pays d'Amérique du Nord que ceux d'Amérique du Sud ont massivement désinvesti en 2011 (respectivement 3.645 et 1.412 millions d'USD de désinvestissement selon les estimations du JETRO). Ce sont donc surtout l'Asie et l'Europe qui ont investi au Japon en 2011, y réalisant respectivement 1.386 et 1.197 millions d'USD d'investissements (la Belgique a quant à elle désinvesti à hauteur de 556 millions d'USD).

Sur la période allant de janvier 2011 à septembre 2011, ce sont principalement les secteurs manufacturiers qui ont été les plus importants, tant en termes d'IDE entrants que sortants. Le Japon investit plus particulièrement dans le secteur des produits chimiques et pharmaceutiques (18.295 millions d'USD sur un total de 76.862 millions). Le deuxième grand secteur est celui de la finance et de

l'assurance, suivi de la vente en gros et au détail. Les investissements entrants ont été plus particulièrement dirigés vers les secteurs des machines électriques, de la vente en gros et au détail ainsi que de la finance.



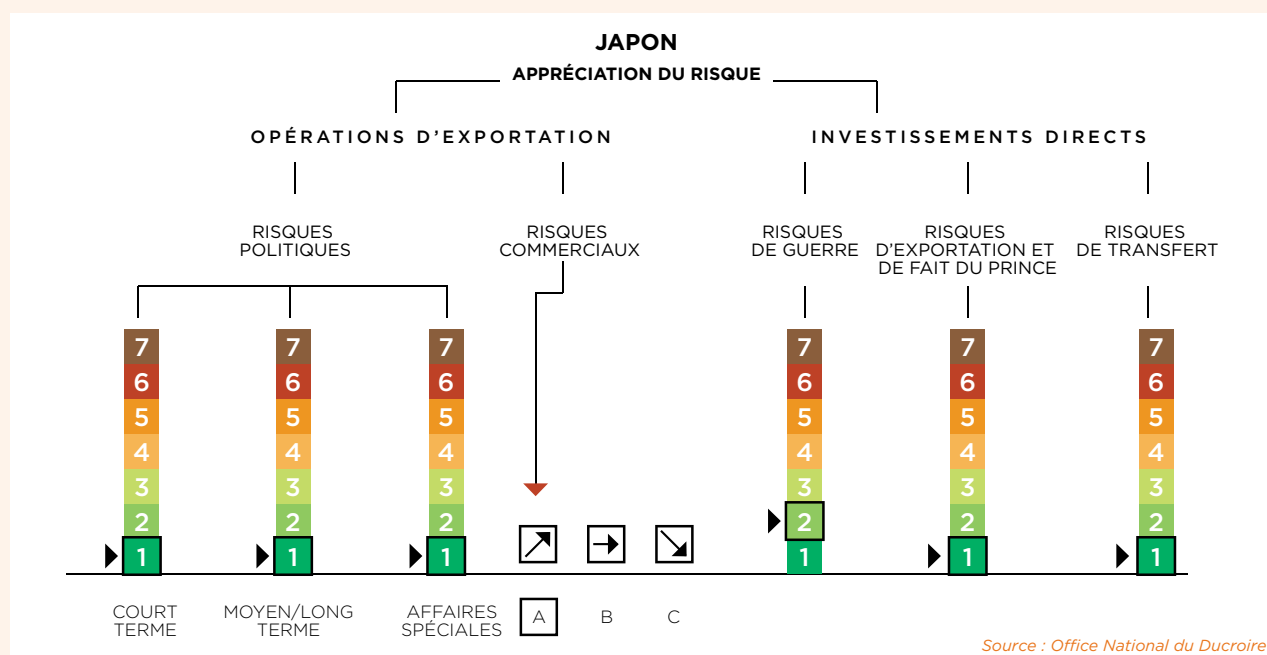
« Based on the compassion shown by the international community, Japan must move forward strongly and quickly on reconstruction efforts, becoming an even more attractive country. The disaster brought great damage on international supply chains, and once again raised awareness among people within and outside Japan of the deep linkage between Japan and the world. In light of this, Japan must strengthen kizuna with the international community, and aim for reconstruction not inwardlooking but open to the international community. »

Reconstruction Design Council, "Toward Reconstruction - Hope beyond the Disaster", juin 2011.



2.4 APPRÉCIATION DU RISQUE

2.4.1. APPRÉCIATION DU RISQUE SELON L'OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE



L'Office National du Ducroire (ONDD), assureur-crédit public belge, assure les entreprises et les banques contre les risques politiques et commerciaux dans les relations commerciales internationales se rapportant surtout aux biens d'équipement, projets industriels, travaux et services aux entreprises. Il est également habilité à participer à ces mêmes risques au travers de conventions de partage de risques avec les banques. Dans le cadre de cette activité, l'ONDD établit un classement des pays selon le risque qu'ils représentent pour les investisseurs. Leurs conclusions pour le Japon sont excellentes, tant sur le plan politique que sur le plan commercial.

Les « risques politiques » auxquels les investisseurs s'exposent au Japon

sont minimales, que ce soit à court ou à moyen et long terme (classes 1 sur 7). Le « risque politique » doit être compris comme étant tout événement survenant à l'étranger qui revêt pour l'assuré ou pour le débiteur un caractère de force majeure comme les guerres, révolutions, catastrophes naturelles, pénuries de devises, les actes d'autorités publiques ayant le caractère de « fait du prince ».

Le « risque commercial » se situe en classe A, soit un risque très faible. Il s'agit du risque de carence du débiteur privé étranger, c'est-à-dire du risque que ce dernier soit incapable d'exécuter ses obligations ou qu'il s'y soustraie sans motif légal. Le risque commercial n'est pas déterminé uniquement par la situation propre au débiteur, mais également par des facteurs macroéco-

nomiques systémiques qui influencent la capacité de paiement de l'ensemble des débiteurs d'un pays.

Pour les opérations d'exportation assorties d'une durée de crédit de court terme, l'ONDD peut offrir la couverture des risques politiques et commerciaux en « open account », c'est-à-dire sans qu'une garantie bancaire soit requise, et sans autres conditions particulières. Les plafonds de couverture de l'ONDD pour ce pays ont été fixés à 2250 millions d'EUR, tant à court qu'à long terme. Conformément à l'arrangement conclu au sein de l'OCDE, le délai maximum de remboursement pour les transactions à moyen et long termes vers ce pays a été fixé à 5 ans (8,5 ans au cas par cas). Les financements à caractère concessionnel sont exclus.





L'ONDD assure les investissements dans ce pays contre 1) le risque de guerre, 2) le risque d'expropriation et de fait du prince et 3) le risque de transfert lié au paiement des dividendes ou au rapatriement du capital. Ces risques peuvent être assurés séparément, mais aussi selon toutes les combinaisons possibles.

Investissements directs

Le Le risque de guerre comprend à la fois le risque de conflit externe et le risque de violence politique interne. La violence politique interne comprend, à son tour, le cas extrême de guerre civile, mais aussi les risques de terrorisme, de troubles civils, de conflits socio-économiques et de tensions raciales et ethniques. Le Japon obtient ici la cotation excellente de 2 sur 7.

Le risque d'expropriation et de fait du prince recouvre non seulement les risques d'expropriation et de rupture des engagements contractuels par l'autorité publique, mais aussi les risques liés au (dis -) fonctionnement de l'appareil juridique et le risque potentiel d'un changement d'attitude négatif envers les investisseurs étrangers. Avec une note de 1 sur 7, le Japon obtient le meilleur résultat. Le risque de transfert est le risque résultant d'un événement ou d'une décision des autorités étrangères empêchant le transfert du montant de la créance payée par le débiteur. Obtenant 1 sur 7, le pays se classe dans la catégorie des risques mineurs (pour de plus amples informations, voir www.ondd.be).

2.4.2. AUTRES INDICATEURS DE RISQUE

De nombreuses institutions évaluent le risque de conclure des affaires dans un pays. Nous ne reprenons ici qu'une sélection des plus connues.

» Dans le Global Competitiveness Report 2011-2012 du World Economic Forum, le Japon obtient la 9^e place sur 139 pays classés selon leur compétitivité, derrière le Danemark, mais devant le Royaume-Uni. Ce résultat, bien qu'il signale une chute de 3 places par rapport au précédent rapport, reste excellent. Il est principalement dû à la sophistication du milieu des affaires, et à la qualité de l'innovation au Japon. Les dépenses en recherche et développement de la part des entreprises sont également particulièrement importantes. Les gros points noirs du pays restent toutefois l'instabilité macroéconomique (113^e sur 139), ainsi que la dette et le déficit public important (135^e sur 139). Les facteurs les plus problématiques pour les affaires sont l'instabilité politique (citée par 24,3 % des participants à l'enquête) et le taux de taxation (20,2 %).

» Le pays est 25^e sur 125 pays en ce qui concerne la facilité de faire du commerce par le Global Enabling Trade Report 2010 du World Economic Forum, soit une régression de 2 places par rapport à 2009.

» L'OCDE estime le risque pays à 0 sur 7 au Japon, soit le risque le plus bas.

» Selon l'Index of Economic Freedom 2012 de la Fondation Heritage, le pays se classe 22^e sur 179 avec un score de 71,6 (en baisse).

» La dette du gouvernement japonais est notée Aa1 selon Moody's Investors Service (soit la même note que la dette belge), et AA- par Fitch et Standard & Poor's (contre AA en Belgique), soit un niveau de risque faible, mais non négligeable. Les agences de notations sont principalement attentives à l'ampleur de la dette publique, et à la vitesse de réduction des déficits publics du pays.

» Finalement, selon l'indicateur Doing Business 2011 de la Banque Mondiale, le pays se classe à la 20^e place sur 183, derrière l'Allemagne, mais devant la Lettonie, soit un statu quo par rapport à l'année précédente. Le Japon réalise un bon score concernant l'obtention de crédit et la protection des investisseurs, ainsi que la gestion des faillites, mais les résultats sont plus défavorables concernant les formalités à remplir pour ouvrir une entreprise ainsi que pour la complexité du système fiscal.





APPROCHE SECTORIELLE



3.1 SANTÉ

Le Japon constitue un marché d'une importance capitale pour les produits pharmaceutiques belges. En effet, le pays est le deuxième plus important au monde en termes de dépenses publiques en soins de santé. Malgré la nécessité pour les autorités de stabiliser l'endettement et de réduire les dépenses, la hausse des dépenses de soins de santé semble inévitable pour les années à venir.

Le secteur des soins de santé étant vaste, nous proposons de l'étudier en deux temps, en commençant par les produits pharmaceutiques et en concluant par les appareils médicaux



3.1.1. PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Le marché japonais des produits pharmaceutiques est l'un des plus importants du monde. Le marché représentait en 2010 pas moins de 109,25 milliards d'USD, et devrait atteindre 117,88 milliards d'USD en 2011. Alors que le secteur employait 4,96 millions de travailleurs en 2006, il devrait fournir de l'emploi à 5,52 millions de Japonais en 2015. La croissance du secteur est due à plusieurs facteurs structurels.

- » La démographie du pays : 23 % de la population japonaise est âgée de plus de 60 ans en 2011, et cette proportion devrait atteindre 30,5 % en 2025, de quoi assurer une base de consommateurs importante. L'espérance de vie de la population japonaise est également la plus élevée au monde, ce qui se traduit inmanquablement dans une demande soutenue de soins (43,5 % des dépenses de soins de santé étaient réalisées par les seniors en 2010).
- » Le soutien des autorités envers le secteur est sans faille. De fait, le système d'assurance maladie obligatoire offre aux producteurs nationaux et internationaux de nombreuses opportunités. Cette intervention de l'administration dans le secteur est néanmoins quelquefois critiquée pour son manque de transparence. Il est par exemple nécessaire de s'informer auprès des organismes compétents afin de se conformer à la procédure japonaise en matière d'essais cliniques.
- » L'économie japonaise est la troisième plus importante au monde. Grâce à son potentiel en matière

d'innovation, le pays est un des leaders par rapport au nombre de brevets déposés dans le secteur pharmaceutique.

- » En 2009, le gouvernement japonais a instauré la « Revised Pharmaceutical Affairs Law », qui autorise les magasins de proximité et les supermarchés à vendre les médicaments ne nécessitant pas de prescription. Ceci est désormais possible sans qu'un pharmacien doive être présent sur place, ce qui ouvre de nouveaux canaux de distribution aux entreprises pharmaceutiques.

Tous ces facteurs font du marché japonais un des plus attractifs au monde, et une des destinations inévitables des groupes belges du secteur. Les entreprises étrangères représentent en effet actuellement près de 40 % du total de l'industrie pharmaceutique au Japon, et il ne fait aucun doute que les firmes belges pourront y trouver de nombreux débouchés.

Le pays est d'ores et déjà un partenaire de taille pour la Belgique, puisque 1,123 milliard d'EUR de produits pharmaceutiques y ont été exportés en 2011. Ceci classe le Japon à la septième place de nos plus importants marchés à l'exportation (deuxième pays hors Europe après les États-Unis). Le paysage concurrentiel au Japon devrait néanmoins évoluer dans les années à venir, entre autres avec l'ouverture du pays aux médicaments génériques (dont la part devrait atteindre 30 % en 2012 selon les objectifs du gouvernement) ainsi que l'importance croissante de la médecine personnalisée.



3.1.2. APPAREILS MÉDICAUX

TAILLE DU MARCHÉ JAPONAIS DES APPAREILS MÉDICAUX, EN MILLIONS D'USD

	2008	2009 (estimations)	2010 (estimations)	2011 (estimations)
Taille du marché	21.510	22.364	27.648	27.959
Production locale	16.368	16.493	17.732	17.909
Importations	10.549	11.148	15.590	15.746

Source : U.S. Commercial Services

Le marché japonais des appareils médicaux est le troisième plus important au monde, après les États-Unis et l'Union européenne. Il est également un marché de taille pour les entreprises belges, puisqu'avec 103,1 millions d'EUR de marchandises importées, le pays se classe à la 13^e place parmi les clients de la Belgique.

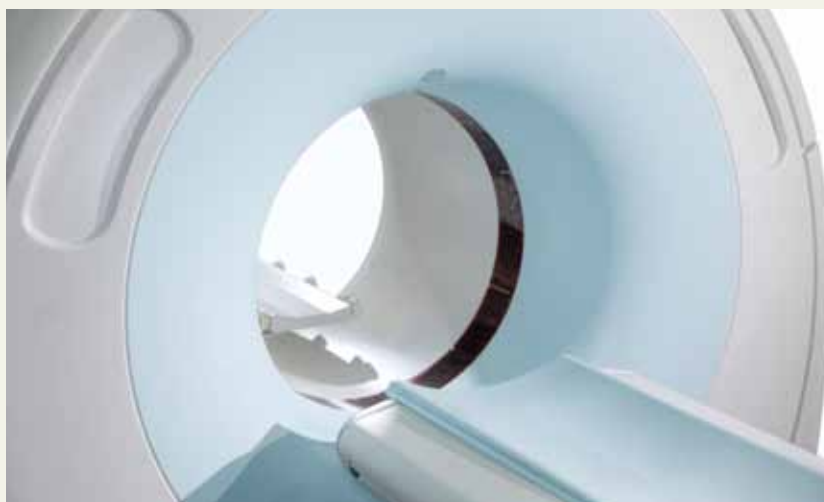
Bien que le Japon dispose d'une avance technologique sur la Belgique dans de nombreux domaines, il présente un retard par rapport à notre industrie de pointe dans le secteur des appareils médicaux. En effet, en dehors des appareils du type IRM ou électrocardiographes, le pays est dépendant des importations étrangères à hauteur de 50 % de sa demande. De nombreux appareils n'ont pas encore été introduits au Japon, principalement du fait de la régulation plus longue et plus complexe qu'ailleurs.

Cette situation a poussé le gouvernement japonais à instaurer une politique d'attraction d'investissements et d'échanges technologiques afin de combler le retard avec les autres pays développés. Cette stratégie s'est déclinée en plusieurs volets, dont la création

en 2004 de la « Pharmaceutical and Medical Device Association », la mise en place de la Pharmaceutical Affairs Law en 2005 et la réduction du délai nécessaire à l'approbation d'un nouveau matériel par les autorités compétentes. Certaines plaintes ont toutefois été émises contre la Pharmaceutical Affairs Law par Eucomed (European Association of the Medical Technology Industry), qui lui reproche son manque de transparence. Cette loi a également eu des effets négatifs sur les prix perçus en imposant des réductions de tarifs pour plusieurs produits tout en augmentant les coûts pesant sur les fournisseurs étrangers.

Opportunités pour les entreprises belges :

Production et distribution de produits pharmaceutiques, en particulier d'antidiabétiques et d'antidépresseurs, ainsi que d'anticorps basés sur la biotechnologie, médicaments orphelins, appareils médicaux d'imagerie médicale, de diagnostic et de transplantation, oncologie, cardiologie, traitements de troubles cardio-vasculaires et de l'hypertension, médecine régénérative, matériel orthopédique...





3.2 CLEANTECH

Le Japon a toujours fait partie des précurseurs en matière de protection de l'environnement. Déjà avant le tsunami de mars 2011, le pays avait fait de nombreux pas en faveur d'une politique énergétique plus attentive aux ressources et d'une politique industrielle permettant aux entreprises de cleantech de se développer.

En 2009, le premier ministre Hatoyama s'était en effet engagé à réduire les émissions réalisées en 2020 de 25 % par rapport à leur niveau de 1990. Le Japon étant particulièrement dépendant de l'extérieur pour son approvisionnement en hydrocarbures, la question énergétique a également toujours été une des priorités politiques des gouvernements successifs. Le pays est donc à la fois en quête de nouvelles sources d'approvisionnement et de nouvelles sources d'énergie. C'est dans ce contexte que le Parti Démocrate du Japon a fixé un objectif ambitieux pour le pays à l'horizon 2020. À cette date, le pays du Soleil levant devrait pouvoir assurer 30 % de son approvisionnement en énergie. En 2100, il ne devrait selon le plan du parti plus importer que la moitié de sa consommation.

Les autorités ont également créé un cadre juridique favorable au secteur des cleantech. En effet, par le biais du système de « Renewable Portfolio Standard » d'avril 2003, l'énergie éolienne et la biomasse ont été considérablement subventionnées. Cette politique s'est révélée efficace, puisqu'en 2010, le secteur des technologies environnementales représentait 47.000 milliards de JPY et près de 1.100 emplois directs.

Le potentiel du secteur est considérable à plusieurs niveaux. Dans le domaine de la production d'énergie

propre, le Japon présente des opportunités de taille. En effet, tandis qu'il représentait en 2000 près de 890 milliards de JPY, ce sous-secteur de l'activité atteignait 5.812 milliards de JPY de chiffre d'affaires en 2010 (52,5 milliards d'EUR), soit une multiplication par un facteur de 6,5. En 2020, les autorités japonaises s'attendent à ce que le secteur atteigne 8.798 milliards de JPY, soit une croissance annuelle moyenne de 8,65 % sur 10 ans. Ces estimations, antérieures au changement de politique énergétique constaté depuis le tsunami de mars 2011, devraient de plus se révéler sous-évaluées.

En effet, le Japon est confronté à une crise de politique énergétique sans précédent. Le pays du Soleil levant, dans la lutte contre les émissions à effet de serre, avait en effet largement misé sur l'énergie nucléaire. Le retournement est total. Alors que le dernier plan gouvernemental prévoyait de faire passer la part du nucléaire de 30 % en 2011 à 50 % en 2050, le premier ministre Noda a assuré en septembre 2011 que l'objectif primordial du Japon est à présent de « réduire autant que possible la part de l'énergie atomique ». Depuis la catastrophe, la plupart des centrales nucléaires japonaises ont également été fermées pour cause de révision et de maintenance. Durant la deuxième moitié de l'année 2011, le pays en est arrivé à ce que seuls 2 de ses 54 réacteurs soient en exploitation commerciale.

Le Japon vise donc à développer son secteur de l'énergie renouvelable, tout en sachant que la part du nucléaire dans l'« energy mix » du pays ne devrait pas à terme passer sous

la barre des 30 %. La stratégie japonaise s'axe sur deux points.

- » Augmenter la part des énergies renouvelables. Cette opportunité n'est à manquer sous aucun prétexte. Alors que le secteur des cleantech a récemment été touché par la crise et par la diminution des aides étatiques accordées dans la plupart des grandes économies, la politique énergétique japonaise offre un nouveau souffle aux producteurs de technologies de pointe. À titre d'exemple, le « Sunrise Plan », dévoilé en 2011 par les autorités japonaises, prévoit de rendre obligatoire l'installation de panneaux solaires sur l'ensemble des nouveaux bâtiments d'ici 2030.
- » L'amélioration de l'efficacité énergétique (mesurée comme la quantité d'énergie nécessaire pour produire une unité de PIB). Les résultats du Japon sont déjà parmi les meilleurs au monde, et le pays ne consomme par exemple que le quart de l'énergie absorbée par la Chine tout en ayant une taille économique comparable. Les pistes mises en avant par les experts concernent principalement les secteurs des transports et des ménages. Elles devraient plus que probablement se traduire par un soutien aux véhicules électriques. Dans la région du Kansai par exemple, le programme « Osaka Electrical Vehicle Program » est spécialement destiné à soutenir l'innovation dans cette partie du pays où l'industrie du véhicule électrique est florissante.



CAPACITÉS DE GÉNÉRATION D'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE, EN KILOWATTS

	2008	2009	2010	2011 (estimations)
Taille du marché	236.787	623.127	935.882	1.150.000
Production locale	1.120.371	1.598.131	2.320.638	2.668.734
Importations	150	70.400	135.456	229.510
Exportations	883.734	1.045.404	1.520.212	1.748.244

Source : U.S. Commercial Services

Le secteur du photovoltaïque devrait connaître la croissance la plus rapide de tous les sous-secteurs des énergies renouvelables. Le ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) prévoit en effet d'atteindre une capacité solaire installée de 28.000.000 de kW d'énergie solaire en 2020 (soit une multiplication par un facteur cinq du niveau de 2005) et de 53.000.000 kW en 2030. Afin d'atteindre ces objectifs, il est évident que les entreprises étrangères seront mises à contribution.

En dehors de l'inflexion de politique énergétique favorable aux énergies renouvelables, le Japon prévoit

de moderniser l'ensemble de ses technologies vertes. La génération propre d'énergie conventionnelle est ainsi une des pistes évoquées par les experts. En effet, l'utilisation de gaz naturel devrait croître dans les années à venir, afin de se substituer à l'atome. Dans ce contexte, une remise à niveau des infrastructures de gaz devrait être réalisée, ce qui pèserait sur les finances publiques du pays.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée auprès des firmes japonaises, celles-ci se disent confiantes dans le potentiel de croissance du marché japonais, citant principalement le secteur des véhicules à basse consommation comme le plus

porteur. Celui-ci devait en effet se développer rapidement en bénéficiant de la position de leader technologique du Japon dans l'industrie automobile.



« Nous devons réduire autant que possible la part de l'électricité d'origine atomique [...]. Nous allons repartir d'une page blanche et présenter [...] un nouveau plan énergétique à l'horizon 2030. »

Yoshihiko Noda, Premier ministre, septembre 2011.

SECTEURS IDENTIFIÉS COMME PORTEURS PAR LES ENTREPRISES JAPONAISES DES CLEANTECH (EN % DES RÉPONDANTS)

Actuellement		À un terme de 6 mois		À un terme de 10 ans	
Véhicules basse consommation	25,4 %	Véhicules basse consommation	23,0 %	Énergies renouvelables	32,0 %
Contrôle de la pollution de l'air	12,6 %	Équipement photovoltaïque	14,8 %	Véhicules basse consommation	10,2 %
Équipement photovoltaïque	11,8 %	Énergies renouvelables	9,0 %	Réseau intelligent	9,0 %
Gestion des eaux usées	9,3 %	Appareils ménagers économes	6,3 %	Équipement photovoltaïque	7,5 %
Appareils ménagers économes	9,2 %	Contrôle de la pollution de l'air	6,1 %	Batteries rechargeables	5,2 %

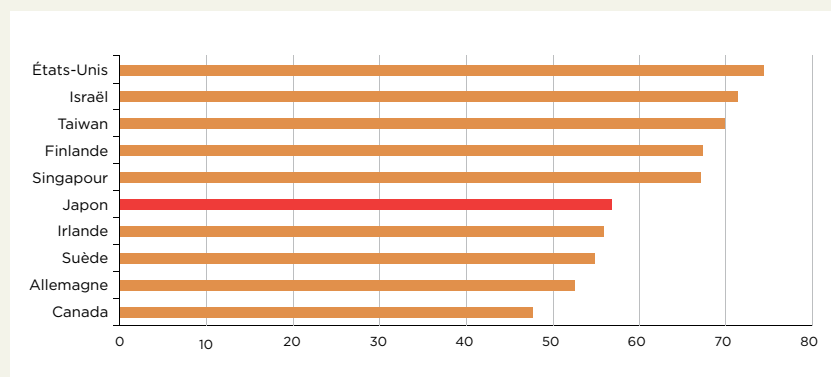
Source : Economic Survey of Environmental Industries, décembre 2011





3.3 TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

TOP 10 DES PAYS OFFRANT LE MEILLEUR ENVIRONNEMENT POUR LA R&D EN ICT, ÉCHELLE ALLANT DE 1 À 100



Le Japon est un des pays les plus avancés en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC). Tant pour ce qui concerne les logiciels que pour les composants, le pays du Soleil levant a su maintenir une avance technologique considérable.

Le Japon perd néanmoins du terrain par rapport aux pays émergents et

européens. Tandis qu'en 2007 le pays occupait encore la deuxième place du classement « IT Competitiveness » de l'Economist Intelligence Unit, il doit se contenter en 2011 de la 16^e place. C'est surtout du fait d'un amoindrissement du soutien offert par les autorités que le secteur a perdu en compétitivité. Il reste toutefois un des plus performants en matière de recherche et développement.



Le secteur des technologies de l'information et de la communication étant très vaste, nous proposons de l'étudier sous deux angles : celui des logiciels et celui des télécommunications.

33.1. LOGICIELS

TAILLE DU MARCHÉ JAPONAIS DES LOGICIELS, EN MILLIONS D'USD

(en millions d'USD)	2008	2009	2010 (estimations)	2011 (estimations)
Taille du marché	7.239	7.313	7.898	7.016

Source : U.S. Commercial Services

Bien que la crise économique de 2008 et 2009 ait été fortement ressentie par le secteur des logiciels, celui-ci reste d'une importance capitale pour l'économie japonaise. Alors que l'industrie des logiciels se relevait de la crise en 2010 pour atteindre une taille de marché de 7.898 millions d'USD, le secteur a été fortement touché par les conséquences du tsunami de mars 2011. De ce fait, il devrait se contracter de 11,7 % entre



2010 et 2011. Malgré ce ralentissement, le marché devrait rester parmi les plus attractifs à terme, avec un taux de croissance annuel de 2,9 % attendu pour les cinq prochaines années. Cela se traduira en un degré de compétition élevé pour les entreprises belges.

Trois grands domaines ont été identifiés par les autorités japonaises comme source de croissance pour le secteur :

- » l'appliquatif mobile, destiné aux smartphones et aux tablettes,
- » les solutions logicielles destinées aux secteurs de la banque et de l'assurance,
- » et les logiciels utiles dans la gestion des ressources (gaz, électricité, eau...).

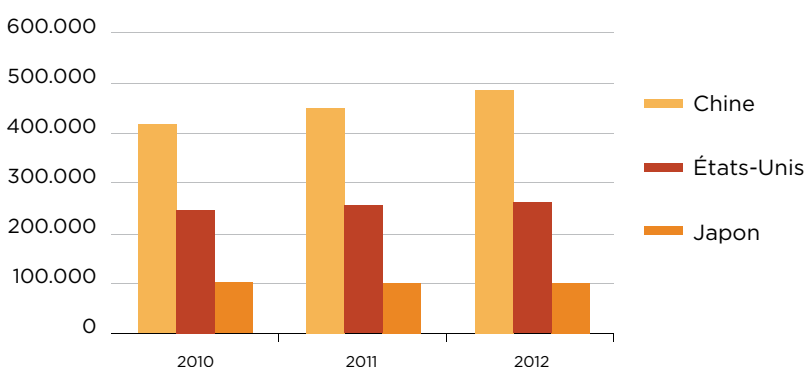
Il faut rajouter à ceux-ci le secteur de l'e-santé, dont le potentiel de croissance dans les prochaines années est important. Ce pan de l'industrie représentait en 2009 pas moins de 4,3 milliards d'USD (logiciels et hardware confondus). Le gouvernement japonais a également fait de l'adoption du dossier médical informatisé une de ses priorités. En 2009, un quart des cliniques et un dixième des hôpitaux seulement avaient fait le pas de l'informatisation des dossiers médicaux, laissant donc une marge de croissance importante.

3.3.2. TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'infrastructure de télécommunication japonaise a connu un développement rapide ces dernières années. Ce faisant, le pays est devenu l'un des mieux couverts par les dernières technologies. En effet, le taux de pénétration de l'internet haut débit au sein de la population japonaise (66 % de la population) est parmi les plus élevés du monde. Les dernières technologies ont trouvé au Japon un terrain fertile pour se développer, avec entre autres 18,6 millions d'abonnés au réseau « Fiber-to-the Home ».

Ceci vaut au Japon d'être bien positionné dans plusieurs classements internationaux. Le rapport 2010 de l'université d'Oxford situe le pays à la troisième place en ce qui concerne la qualité de son réseau haut débit, après la Corée du Sud et Hong-Kong. Les infrastructures du pays sont classées 13^e selon l'« IT Competitiveness Index » d'EIU, et occupent la deuxième place parmi les pays asiatiques, après Hong-Kong.

UTILISATEURS D'INTERNET, EN MILLIERS



Source : Euromonitor international





Mi-2011, l'industrie mobile du pays atteignait les 125.241 millions d'USD de chiffre d'affaires combiné. Le principal acteur du marché reste NTT DoCoMo (46,6 % de parts de marché mi-2011), suivi par KDDI, qui dispose de 26,6 % de parts de marché. La concurrence de Softbank, le challenger sur le secteur mobile (20,9 % du marché), se fait plus forte depuis plusieurs années.

Malgré le degré avancé de maturité du secteur au Japon, les analystes s'attendent à une croissance du nombre d'utilisateurs et des revenus de l'industrie pour les années à venir. Fin 2011, le nombre d'utilisateurs connectés au réseau mobile était estimé à 128,5 millions. Cette croissance, principalement enregistrée sur le segment de la 3G, se fait aux dépens des connexions à la ligne fixe. En effet, il ne devrait subsister que 35,5 millions de connexions fixes en 2015.

Opportunités pour les entreprises belges :

TIC appliquées à la protection de l'environnement, aux soins de santé, aux secteurs de la banque et de l'assurance, logiciels de gestion des ressources, virtualisation, cloud computing, gestion de la production et de la logistique, notebooks, e-readers, smartphones et applicatif mobile, VoIP, équipement et technologie Wifi et WiMAX, commerce en ligne, logiciels de e-gouvernance, jeux vidéos de nouvelle génération...



« As for uses of IT in the area of medical treatment, the amount of electronic medical information is growing rapidly. This is due to proliferation of electronic medical records and electronic medical insurance claim data resulting from efforts based on past IT strategies. »

Cabinet du premier ministre japonais, "Task Force Report on IT Strategy in the Healthcare Field", mai 2011.



3.4 LUXE

Les Japonais sont de manière générale des consommateurs avertis, capables de discerner les produits de qualité de ceux plus bas de gamme. Le goût pour le luxe du consommateur japonais aisé, couplé à son pouvoir d'achat particulièrement élevé, a poussé de nombreuses enseignes renommées à s'installer dans l'archipel. Le marché du luxe japonais représente à lui seul près du quart du marché mondial. Tant pour les grandes marques telles Hermès, Louis Vuitton, Gucci ou Tiffany (pour lesquelles le pays du Soleil levant représente respectivement 19 %, 9 %, 16 % et 19 % des ventes) que pour les plus petites enseignes, il est inconcevable de faire l'impasse sur le marché japonais.

Selon le « Asia-Pacific Wealth Report 2011 » de Merrill Lynch et Capgemini, 52,5 % des individus asiatiques disposant d'actifs pouvant être investis et ayant une valeur supérieure à un million d'USD se trouvent au Japon (soit un total de 1,7 million de personnes). Ceci place le pays loin devant la Chine, qui avec 535.000 personnes ne représente que 16,1 % des personnes fortunées d'Asie-Pacifique. Malgré sa taille, le secteur du luxe japonais a été fortement impacté par le tsunami, avec une chute des ventes de près de 25 % en mars 2011. Durant le mois qui a suivi la triple catastrophe, 49 % des magasins de luxe ont en effet été contraints de suspendre leur commerce du fait des difficultés d'approvisionnement en énergie et des conséquences du tsunami sur le comportement d'achat des Japonais.

Le marché du luxe au Japon est un des plus demandeurs au monde. En dehors du niveau élevé des attentes du consommateur en matière de qua-

lité, il regroupe en effet la majorité des grandes marques présente à travers le monde, créant un environnement d'affaires extrêmement compétitif.



« [Japan] is the only market where you have a win-win situation. You have the possibility to create and express yourself in your creations, yet you can't cheat Japanese people: they can recognize quality immediately. On the other hand, they are willing to pay for it. »

Pierre Marcolini

À la suite de la crise économique, et eu égard à ses conséquences sur le comportement d'achat des consommateurs, le secteur du luxe mondial connaît une transformation en profondeur. Selon le cabinet d'experts McKinsey, c'est un changement fondamental de mode de consommation qui est en cours au Japon. Plus que des produits d'exception, les Japonais sont à la recherche d'expérience de consommation exceptionnelle. Les concept-stores se multiplient donc dans les grandes villes et proposent des expériences de consommation de plus en plus innovantes afin d'attirer et de convaincre le consommateur japonais.

Le cabinet de consultants Bain & Co a estimé le marché du luxe japonais à 18,5 milliards d'EUR en 2011, et enregistre une croissance des ventes du secteur de l'ordre de 10 % par rapport à l'année passée. Le taux de change JPY/EUR favorable aux entreprises vendant des produits étrangers est

une des causes de cette croissance soutenue malgré le tsunami de mars 2011. Afin de profiter des opportunités qu'offre ce marché mature et extrêmement compétitif, les entreprises belges devront mettre en avant leur savoir-faire d'exception.

Opportunités pour les entreprises belges :

Design et meubles, architecture d'intérieur, joaillerie et horlogerie, pierres précieuses travaillées, produits cosmétiques de luxe, prêt-à-porter, maroquinerie, chaussures, parfumerie, art et antiquités, objets de collections, spiritueux, produits alimentaires de luxe...



« My first concern is the situation with the people. Thank God that, despite what happened, things are improving now. [...] I am sure Japan will recover ... They love luxury, they love what we do and I believe in our long-term relationship. »

Sidney Toledano, Président Directeur Général de Christian Dior Couture, avril 2011.





RÉUSSITES RÉCENTES



GLAXOSMITHKLINE

SECTEUR : PHARMACEUTIQUE

GlaxoSmithKline (GSK) est née en décembre 2000 de la fusion entre Glaxo Wellcome plc et SmithKline Beecham. La présence du groupe en Belgique remonte aux années de l'après-guerre.

GSK y met à disposition du corps médical des médicaments de référence dans les domaines thérapeutiques suivants : la pneumologie, la thrombose, les vaccins, l'infection par le VIH, l'oncologie, le diabète, la psychiatrie, la neurologie et l'antibiothérapie. GSK Pharma SA localisée à Genval qui abrite, quant à elle, les services commerciaux et administratifs pour la Belgique et le Luxembourg, ainsi que la recherche clinique.

Le Japon est un marché d'une importance considérable pour GSK. En effet, bien qu'il ne représente que 8,5 % des ventes du groupe en 2011, il enregistre la meilleure croissance parmi toutes les divisions du géant pharmaceutique (+ 28 % en 2011). Celui-ci y renforce d'ailleurs sa présence, en annonçant début mars 2012 la conclusion d'une joint venture avec Daiichi Sankyo. Celle-ci devrait être effective pour le troisième trimestre de 2012, et résulter en la création de la première entreprise de vaccins au Japon.

www.gsk.be



« This collaboration marks another step in our strategy to build our presence in key growth markets and will create the first and largest company dedicated solely to vaccines in Japan. We are very pleased to be partnering with Daiichi Sankyo, a highly regarded company and an established leader in Japan. Both companies have strong track records in commercialisation and, in combination, will create further significant economies of scale in the development and distribution of vaccines in the Japanese market. »

Christophe Weber, Président désigné de GSK vaccins, mars 2012



PURATOS

SECTEUR : AGROALIMENTAIRE

Établi en 1919 à Bruxelles, le groupe Puratos est un des leaders mondiaux de l'industrie alimentaire, et propose ses solutions innovantes aux boulangers, pâtisseries et chocolatiers du monde entier. L'entreprise propose à ses clients une offre d'ingrédients et d'adjuvants alimentaires variés pour leur permettre de s'adapter aux mutations du secteur de l'agroalimentaire, ainsi que des formations à l'utilisation des produits. L'entreprise se compose actuellement de plus de 5.600 travailleurs, dont 500 chercheurs.

Le groupe est présent dans plus de 100 pays à travers le monde, mais est satisfait de son expérience japonaise. En effet, après l'ouverture de sa filiale en 1985, l'activité japonaise de Puratos n'a pas cessé de croître. Le siège japonais est situé à Jingumae, à Tokyo. Le groupe possède un centre dédié à l'innovation ainsi qu'une chocolaterie dans le district de Kita-Aoyama.

La stratégie japonaise de l'entreprise a largement porté ses fruits, et le Japon représente une part considérable des ventes de Puratos. Les résultats de l'entreprise au pays du Soleil levant lui ont valu d'obtenir en 2004 le « Nippon Export Award », attribué par la chambre de commerce Belgo-Luxembourgeoise au Japon afin de souligner

l'effort déployé par le groupe au Japon. Fort de cette reconnaissance, Puratos est décidé à renforcer sa présence au pays du soleil levant, et a annoncé en février 2012 l'ouverture d'un centre d'innovation à Osaka. Celui-ci jouera un rôle déterminant dans l'effort de recherche et développement du groupe.

www.puratos.com





UCB

SECTEUR : PHARMACEUTIQUE

UCB est une société biopharmaceutique qui se consacre à la recherche et au développement de nouveaux médicaments et de solutions innovantes destinés aux personnes atteintes de maladies graves du système immunitaire ou du système nerveux central. Employant plus de 8.500 personnes réparties dans près de 40 pays, la société a généré un chiffre d'affaires de 3,2 milliards d'EUR en 2011. UCB est cotée sur le marché Euronext de Bruxelles.

L'aventure japonaise du groupe a débuté dans les années 1990 avec l'acquisition de la division pharmaceutique de Fujirebio (Tokyo) et de son usine à Saitama. Depuis lors, la stratégie d'UCB au Japon s'est précisée, entre autres en 2008, année où laquelle l'entreprise se recentre sur ses activités Immunologie et Système Nerveux Central (SNC) en Europe, aux États-Unis, ainsi qu'au Japon, avec Otsuka comme partenaire. Le groupe compte à présent près de 300 employés au Japon et y réalise un chiffre d'affaires annuel de près de 233 millions d'EUR.

L'actualité japonaise d'UCB est brûlante. En décembre 2011, le partenaire du groupe au Japon, Otsuka Pharmaceutical, a ainsi déposé une demande d'autorisation de mise sur le marché

de la rotigotine auprès des autorités japonaises. Ce médicament intervient dans le traitement de la maladie de Parkinson et le syndrome des jambes sans repos. De plus, plusieurs médicaments en stade avancé de développement (Cimzia® et Neupro®) font l'objet de demandes d'approbation au Japon.

Au regard du potentiel de croissance du secteur des soins de santé au Japon, nul doute que la position du groupe devrait se renforcer dans le futur.

www.ucb.be



UMICORE

SECTEUR : NOUVEAUX MATÉRIAUX

Umicore est un Groupe spécialisé en technologie des matériaux. Ses activités s'articulent autour de quatre secteurs d'activité : Advanced Materials, Precious Metals Products and Catalysts, Precious Metals Services et Zinc Specialties.

Chaque secteur d'activité est divisé en plusieurs business units axées sur leurs marchés, que ce soit pour les produits essentiels à la vie de tous les jours ou ceux à la pointe de nouveaux développements technologiques. Umicore se concentre sur les domaines d'application dans lesquels elle sait que sa compétence en matière de métallurgie, de chimie et de science des matériaux peut faire la différence. Umicore tire environ 50 % de ses revenus et consacre près de 80 % de son budget R&D à des projets dans le domaine des technologies propres telles que les piles à combustible, les matériaux pour batteries rechargeables, les applications photovoltaïques et le recyclage.

Le Groupe Umicore déploie des activités industrielles sur tous les continents et dessert une clientèle mondiale. Il a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 14,5 milliards d'euros et emploie actuellement quelque 14.572 personnes.

La présence du groupe au Japon date de 1926, année où il a commencé la vente de cobalt sur le marché nippon. Depuis lors, Umicore a installé une unité de production à Tsukuba, et a établi son centre administratif à Tokyo, dans le quartier de Minato-ku. L'entreprise entend néanmoins renforcer sa présence au Japon, comme en témoigne la réalisation d'investissements record en 2010 afin de produire des batteries lithium-ion dans le pays.

www.umicore.com



« Grâce à l'installation d'une tête de pont au Japon, Umicore renforcera son aptitude à desservir ses clients nippons. Son positionnement local étayera l'instauration d'une activité en circuit fermé pour le recyclage des batteries rechargeables, surtout celles utilisées dans le secteur automobile. Au travers de cet investissement, Umicore illustre son engagement vis-à-vis de ses clients du secteur des batteries lithium-ion. »

Marc Grynberg, Administrateur délégué d'Umicore, mars 2010.





JANSSEN PHARMACEUTICA

SECTEUR : PHARMACEUTIQUE

Le Dr Paul Janssen a fondé Janssen Pharmaceutica en 1953. Se concentrant d'emblée sur la recherche pharmacologique, le Dr Paul Janssen n'a qu'un objectif : améliorer la qualité de vie des patients grâce au développement de médicaments plus efficaces. Pour se donner encore davantage les moyens d'atteindre cet objectif, Janssen Pharmaceutica a rejoint en 1961 le groupe Johnson & Johnson.

Aujourd'hui, Janssen Pharmaceutica est l'une des entreprises pharmaceutiques les plus innovantes au monde. Son centre de recherche et de développement met au point des produits destinés à de nombreux domaines pathologiques, comme les maladies mentales, les maladies neurologiques, les maladies infectieuses, les troubles immunologiques, le cancer, les affections cardiovasculaires et les troubles du métabolisme.

L'entreprise est présente au Japon depuis 1978 sous la forme d'une filiale. Janssen Pharmaceutical K.K. développe, fabrique et commercialise des produits pharmaceutiques sous prescriptions. Janssen Japon emploie à l'heure actuelle près de 1.800 chercheurs, dont plus de 270 travaillant sur la recherche en matière de lutte contre le VIH, la douleur, le cancer

de la prostate, l'hépatite C, le TDAH (trouble du déficit de l'attention avec hyperactivité) chez l'adulte, la leucémie, la schizophrénie, le cancer des ovaires et l'arthrite rhumatoïde.

La contribution de la filiale japonaise à la croissance du groupe est remarquable. En 2011, sept produits innovants ont été lancés au Japon pour le traitement de la douleur chronique, le psoriasis, le myélome multiple, la polyarthrite rhumatoïde, la maladie d'Alzheimer, la douleur chronique et la schizophrénie. Étant donné la croissance de la demande en produits pharmaceutiques, le groupe devrait pouvoir compter sur ce marché pour lui assurer un développement soutenu en Asie.

www.janssenpharmaceutica.com



BEA

SECTEUR : INSTALLATIONS DE SÉCURITÉ

La société BEA a été créée en 1965 et compte aujourd'hui plus de 400 personnes dans le monde. Pionnière dans le secteur de la détection, BEA fut l'une des premières sociétés à lancer sur le marché un radar à effet Doppler spécialement adapté aux portes automatiques.

Le siège social de BEA, situé près de Liège, conçoit, produit et commercialise ses produits en Europe. Il oriente également la stratégie globale de l'entreprise, qui est présente dans le monde entier au travers de ses filiales aux États-Unis, en Chine, au Brésil ainsi qu'au Japon. Dans tous ces pays, le groupe propose une gamme complète de produits adaptés aux besoins des marchés géographiques. Les technologies proposées exploitent l'effet Doppler (radar), l'infrarouge actif et passif, l'induction magnétique et le laser. Celles-ci sont appliquées aux détecteurs de mouvement, de présence et de sécurisation pour divers types d'applications.

La présence japonaise de l'entreprise remonte à 2001. BEA Japan, dont le siège social est installé à Tokyo, est la deuxième filiale que le groupe ait ouverte sur le sol asiatique, après la création en 1997 de BEA Electronics à Pékin. Suite à la triple catastrophe de mars

2011, le siège social tokyoïte de l'entreprise a été contraint de fermer temporairement, afin de procéder à l'évacuation des membres du personnel.

www.bea.be





ÉTIQUETTE



COMMUNICATION ET RELATIONS

- Au Japon, les rencontres commencent par un petit hochement de tête, et plus rarement par une courbette. La poignée de main est de plus en plus répandue, mais les Japonais étant de manière générale peu enclins au contact physique en public, attendez que votre interlocuteur vous tende la main.
- Ne soyez pas trop vigoureux dans vos contacts physiques en public, cela sera perçu comme de la rudesse.
- Il est judicieux de s'adresser à une personne par son titre suivi de son nom de famille. Le nom de famille précède typiquement le prénom et se compose la plupart du temps d'un seul mot.
- Restez formel avec vos partenaires japonais. Évitez l'humour occidental : du fait du processus de traduction et des différences culturelles, celui-ci fait rarement bonne impression.
- Il est avantageux d'avoir des contacts locaux au Japon si l'on souhaite y faire des affaires fructueuses.
- Ne montrez pas vos émotions et ne vous emportez sous aucun prétexte. Cela vous ferait perdre la face aux yeux de vos interlocuteurs. Au Japon, perdre la face équivaut à perdre une affaire.

RÉUNIONS

- La hiérarchie est importante dans la société japonaise, tout comme le sentiment d'appartenance au groupe.
- Ne vous installez pas à une table avant que votre place ait été désignée. L'ordre dans lequel vous serez placé témoigne de votre statut dans la négociation.
- Prévoyez vos rendez-vous longtemps à l'avance. Vos partenaires japonais apprécieront particulièrement si vous leur envoyez certains documents de présentation de votre entreprise avant la réunion.
- La ponctualité est primordiale. Arriver en retard sera perçu comme une insulte et fera perdre la face à votre interlocuteur, ce qui serait très dommageable à votre relation future.



- Ne craignez pas les silences durant les réunions. Tenter à tout prix de les meubler ne vous rendra pas service.

NÉGOCIATIONS

- Les Japonais n'expriment pas volontiers un refus. Ne dites pas « non », mais plutôt « peut-être », ou « nous verrons ». Soyez attentif à cet état des choses lorsque vous interprétez les réponses de vos partenaires.
- Les entrepreneurs japonais font rarement des concessions, car ils s'attendent à ce que les partenaires proposent d'emblée leur meilleure offre.
- Soyez patient, et ne montrez ni colère ni frustration. Les Japonais respectent les personnes capables de maîtriser leurs émotions.
- Les cadeaux d'affaires sont monnaie courante au Japon, surtout s'ils sont représentatifs de votre région. Ils seront appréciés s'ils sont donnés en fin de réunion. Si votre interlocuteur vous offre un cadeau emballé, ne l'ouvrez pas devant lui.

- Refuser un cadeau est un signe d'humilité. Il se peut que vous deviez insister pour que votre interlocuteur accepte votre présent.
- N'offrez jamais de lis, de camélias ou de fleurs de lotus, ainsi que toute fleur blanche, car celles-ci sont associées aux rites funéraires.
- Offrez toujours les objets par nombre impair, mais jamais par neuf.

CARTES DE VISITE

- L'échange de carte de visite est un rituel fréquent au Japon. Prévoyez des cartes recto-verso en anglais et en japonais. Présentez le côté japonais à votre interlocuteur. Pensez à emporter une grande quantité de cartes avec vous.
- Recevez les cartes de visite avec les deux mains, et examinez-les avec attention. Ne les rangez pas immédiatement, car cela sera signe d'un manque de respect pour votre interlocuteur.
- Un investissement dans des cartes de visite de qualité supérieure sera certainement apprécié par vos interlocuteurs japonais.

DIVERS

- Évitez de parler de politique, de religion, ou de l'histoire récente du pays.
- Des sujets tels que le baseball, le climat, l'art, la nourriture et votre expérience de touriste au Japon vous assureront de longues conversations.
- De manière générale, évitez de vous montrer fier et faites preuve d'humilité.





ADRESSES UTILES



6.1 EN BELGIQUE

AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS (A.W.E.X.)

Place Saintelette, 2
1080 BRUXELLES
☎ +32 2 421 82 11
☎ +32 2 421 87 87
mail@awex.be
www.awex.be

BRUXELLES INVEST & EXPORT

Avenue Louise, 500, boîte 4
1050 BRUXELLES
☎ +32 2 800 40 00
☎ +32 2 800 40 01
infos@brussels-export.irisnet.be
www.brussels-export.be

FLANDERS INVESTMENT & TRADE (F.I.T.)

Rue Gaucheret, 90
1030 BRUXELLES
☎ +32 2 504 87 11
☎ +32 2 504 88 99
info@fitagency.be
www.flandersinvestmentandtrade.be

AMBASSADE DU JAPON AUPRÈS DU ROYAUME DE BELGIQUE

Ambassadeur : S.E. M. YOKOTA Jun
Square de Meeûs, 5-6
1000 BRUXELLES
☎ +32 2 513 23 40
☎ +32 2 513 15 56

SECTION CONSULAIRE DE L'AMBASSADE DU JAPON AUPRÈS DU ROYAUME DE BELGIQUE

Consul : M. JOTO Yoshihisa
Square de Meeûs, 5-6
1000 BRUXELLES
☎ +32 2 500 05 80
☎ +32 2 513 46 33

CENTRE CULTUREL ET D'INFORMATION DE L'AMBASSADE DU JAPON AUPRÈS DU ROYAUME DE BELGIQUE

Directeur : Mme. SATO Keiko
Avenue des Arts, 58
1000 BRUXELLES
☎ +32 2 511 23 07
☎ +32 2 514 53 33

BELGIUM-JAPAN ASSOCIATION AND CHAMBER OF COMMERCE

Avenue Louise, 287 boîte 7
1050 BRUXELLES
☎ +32 2 644 14 05
☎ +32 2 644 23 60
info@bjb.be
www.bjb.be

REPRÉSENTATION PERMANENTE DU JAPON AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE

Square de Meeûs, 5-6
1000 BRUXELLES
☎ +32 2 500 77 11
☎ +32 2 513 32 41
info@eu.mofa.go.jp
www.eu.emb-japan.go.jp

JETRO BRUXELLES

Rue de la Loi, 82
1040 BRUXELLES
☎ +32 2 282 05 00
☎ +32 2 280 25 30
belinfo@jetro.go.jp
www.jetro.go.jp/belgium

JAPAN BUSINESS COUNCIL IN EUROPE

Rue de la Loi, 82
1040 BRUXELLES
☎ +32 2 286 53 30
☎ +32 2 230 54 85
info@jbce.org
www.jbce.org





6.2 AU JAPON

AMBASSADE DU ROYAUME DE BELGIQUE AU JAPON

Ambassadeur : Luc Liebaut
Nibancho 5-4, Chiyoda-ku
102-0084 Tokyo
☎ +81 3 326 201 91
☎ +81 3 326 206 51
tokyo@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be/tokyofr

CONSULAT HONORAIRE FUKUOKA

Fukuoka Bank, Fukuoka Financial
Group Honsha Bldg. 8-3 Otemon 1
Chome Chuo-ku
810-8693 Fukuoka
☎ +81 92 723 21 31
☎ +91 92 721 57 99

CONSULAT HONORAIRE KYOTO

Res Grand Blue 702 - 221 Goshō
Hachiman-Cho - Nakagyo-ku
604-0825 Kyoto
☎ 81 75 229 63 25 / +81 75 251 36 82
☎ +81 75 229 63 25
kyoto@diplobel.be

CONSULAT HONORAIRE NAGOYA

c/o Toyota Industries Corporation
Nagoya Branch 3-10 Higashisakura
1-chome - Higashi-ku
461-8714 Nagoya
☎ +81 52 954 97 62
☎ +81 52 954 97 69
miyo.yamamoto@mail.toyota-shokki.co.jp

CONSULAT HONORAIRE OSAKA

Daikin Industries Ltd Umeda Center
Building, 2-4-12 Nakazaki-nishi Kita-ku
530-8323 Osaka
☎ +81 6 637 345 82
☎ +81 6 637 343 94

CONSULAT HONORAIRE SAPPORO

9-1-1, Ainosato Yonjo, Kita-ku, Hokkaido
002-8074 Sapporo
☎ +81 11 778 36 42
☎ +81 11 218 10 10
Belgium@royce-confect.co.jp

AGENCE WALLONNE À L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AU JAPON

Directrice du bureau de l'AWEX à Tokyo : Claire Ghyselen

Attachée économique et commerciale à Tokyo : Yuka Morita
c/o Embassy of Belgium
5-4 Nibancho Chiyoda-ku,
102-0084 Tokyo
☎ + 81 3 32 62 09 51
☎ + 81 3 32 62 03 98
tokyo@awex-wallonia.com

Attachée économique et commerciale à Osaka : Yoko Moritake
Hanshin Sankei Sakurabashi Bldg. 10 F
2-4-13, Umeda, Kita-ku
530-0001 Osaka
☎ +81 6 63 45 22 31
☎ + 81 6 63 45 22 32
osaka@awex-wallonia.com

BRUXELLES INVEST & EXPORT

Attachée économique et commerciale :
Yuko Miyake
c/o Embassy of Belgium
5-4 Nibancho Chiyoda-ku
102-0084 Tokyo
☎ + 81 3 35 56 24 31
☎ + 81 3 32 62 49 79
tokyo@brussels-japan.or.jp

FLANDERS INVESTMENT & TRADE

Attaché économique et commercial :
M. Dirk De Ruyver et M. Georges Nagels
c/o ambassade de Belgique
Nibancho 5-4 Chiyoda-ku
102-0084 Tokyo
☎ +81 3 5210 5882, +81 3 5210 5884
☎ +81 3 5210 5883
tokyo@fitagency.com

CHAMBRE DE COMMERCE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AU JAPON

Dai 10 Daitetsu Bldg. 5F
Arakicho 23, Shinjuku-ku
108-0073 Tokyo
☎ +81 3 6457 8662
☎ +81 3 6457 8663
info@blccj.or.jp
www.blccj.or.jp

REPRÉSENTATION PERMANENTE DE L'UNION EUROPÉENNE AU JAPON

4-6-28 Minami-Azabu, Minato-ku
106-0047 Tokyo
☎ +81 3 5422 6001
☎ +81 3 5420 5544

THE JAPAN BELGIUM SOCIETY (JBS)

NYK Line, Yusen Bldg.
2-3-2 Marunouchi, Chiyoda-ku,
100-0005 Tokyo
☎ +81 3 3284 6564
☎ +81 3 3284 6570
www.japan-belgium.org

CHAMBRE DE COMMERCE EUROPÉENNE AU JAPON

Sanbancho POULA Bldg. 2F
6-7 Sanbancho, Chiyoda-ku
102-0075 Tokyo
☎ +81 3 3263 6225
☎ +81 3 3263 6223
ebcam@gol.com
www.ebc-jp.com

EU-JAPAN CENTER FOR INDUSTRIAL COOPERATION

Shirokane-Takanawa Station bldg 4F
1-27-6 Shirokane, Minato-ku
108-0072 Tokyo
☎ +81 3 6408 0281
☎ +81 3 6408 0283
www.eu-japan.eu



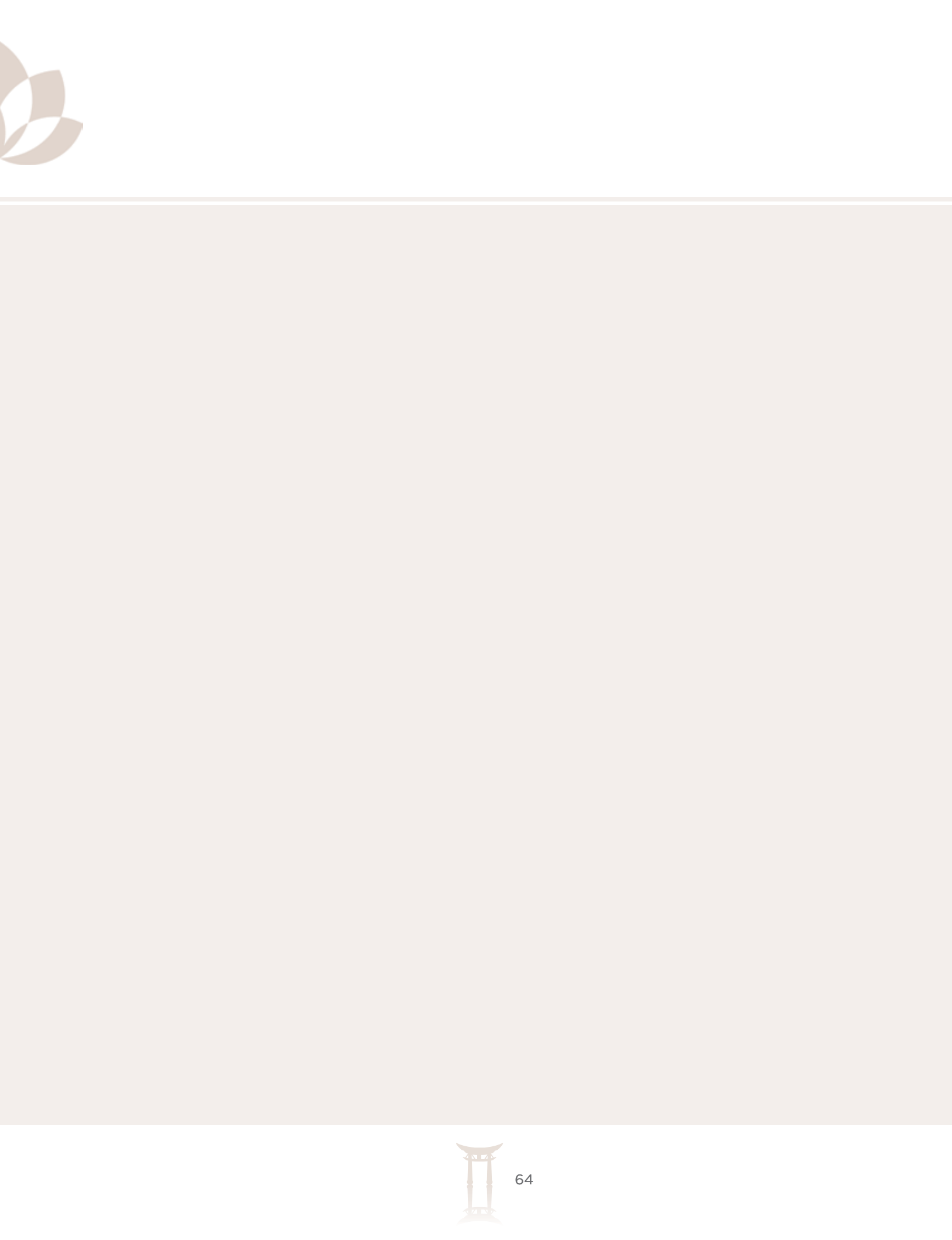
6.3 SITES À CONSULTER

- » Portail du gouvernement japonais
www.kantei.go.jp/foreign/index-e.html
- » Premier ministre du Japon
www.kantei.go.jp/foreign/noda/meibo/daijin/noda_e.html
- » Diète (chambre des représentants)
www.shugiin.go.jp
- » Diète (chambre des conseillers)
www.sangiin.go.jp
- » Cour Suprême japonaise
www.courts.go.jp
- » Ministère des Affaires étrangères
www.mofa.go.jp
- » Ministère de l'Agriculture, de la Sylviculture et de la Pêche
www.maff.go.jp
- » Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie
www.meti.go.jp
- » Ministère de la Défense
www.mod.go.jp
- » Ministère de l'Éducation, de la Culture, du Sport, de la science et de la technologie
www.mext.go.jp
- » Ministère de l'Environnement
www.env.go.jp
- » Ministère de la Santé, du Travail et du Bien-être
www.mhlw.go.jp
- » Ministère de la Sécurité intérieure et de la Communication
www.soumu.go.jp
- » Ministère de la Justice
www.moj.go.jp
- » Ministère des Finances
www.mof.go.jp
- » Ministère du Territoire, des Infrastructures, du Transport, et du Tourisme
www.mlit.go.jp
- » Banque centrale japonaise
www.boj.or.jp
- » Portail des gouvernements locaux
www.e-gov.go.jp
- » The Imperial Household Agency
www.kunaicho.go.jp
- » Commission japonaise pour le libre-échange
www.jftc.go.jp
- » Commission pour la sécurité alimentaire
www.fsc.go.jp
- » Agence nationale de police
www.npa.go.jp
- » Agence pour les services financiers
www.fsa.go.jp
- » Agence pour le consommateur
www.caa.go.jp
- » Office national de statistique
www.stat.go.jp





SOURCES



Agence Wallonne à l'Exportation et
aux Investissements Étrangers

www.awex.be

Brussels Invest & Export

www.brussel-export.be

Flanders Investment and Trade

www.flanderstrade.be

S.P.F. Affaires Étrangères

www.diplomatie.be

Central Intelligence Agency

www.cia.gov

Viewswire

www.viewswire.com

Forum Économique Mondial

www.weforum.org

Fonds Monétaire International

www.imf.org

Banque Mondiale

www.worldbank.org

Organisation de Coopération et de
Développement Économique

www.oecd.org

Eurostat

<http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

NL EVD Internationaal

www.agentschapnl.nl

Services économiques britanniques

www.uktradeinvest.gov.uk

Services économiques suisses

www.osec.ch

Office National Du Ducroire

www.ondd.be

New Zealand Trade and Enterprise

www.nzte.govt.nz

Services commerciaux américains

www.buyusa.gov

Australian Trade Commission

www.austrade.gov.au

Kwintessential

www.kwintessential.co.uk

Market Access Database

www.doingbusiness.org

Organisation Mondiale du
Commerce

www.wto.org







» **Agence pour le Commerce extérieur**

3, rue Montoyer
1000 Bruxelles
☎ + 32 2 206 35 11
www.abh-ace.be

» **Agence wallonne à l'Exportation
et aux Investissements étrangers**

2, Place Saintelette
1000 Bruxelles
☎ + 32 2 421 82 11
www.awex.be

» **Bruxelles Invest & Export**

500, avenue Louise, boîte 4
1050 Bruxelles
☎ + 32 2 800 40 00
www.bruxelles-export.be

» **Flanders Investment and Trade**

90, rue Gaucheret
1030 Bruxelles
☎ + 32 2 504 87 11
www.flanderstrade.be

Bien que tout ait été mis en œuvre afin de fournir une information précise et à jour, ni l'Agence pour le Commerce extérieur, ni ses partenaires (Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, Bruxelles Invest & Export et Flanders Investment and Trade) ne peuvent être tenus responsables d'erreur, d'omission et de déclaration mensongère. Ils ne peuvent non plus être tenus responsables d'utilisation ou d'interprétation des informations contenues dans cette étude, qui ne vise pas à délivrer des conseils.

DATE DE PUBLICATION : AVRIL 2012

ÉDITEUR RESPONSABLE : FABIENNE L'HOOST

AUTEUR : FRANÇOIS BRIES

GRAPHISME ET RÉALISATION : CIBLE COMMUNICATION ([WWW.CIBLE.BE](http://www.cible.be))

IMPRIMÉ SUR DU PAPIER CERTIFIÉ FSC



agence pour le
commerce extérieur

CETTE ÉTUDE EST ÉGALEMENT DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DE L'AGENCE
POUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR : WWW.ABH-ACE.BE